



Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail

Rapport annuel 2003



Rapport annuel 2003

Une fiche bibliographique figure à la fin de l'ouvrage.

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes, 2004

ISBN 92-897-0257-5

ISSN 1016-5649

© Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail, 2004

Pour les droits de traduction ou de reproduction, s'adresser au directeur de la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail, Wyattville Road, Loughlinstown, Dublin 18, Irlande.

La Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail est un organe autonome de l'Union européenne créé pour aider à la formulation de politiques sur les problèmes sociaux liés au travail. Pour toute information supplémentaire, veuillez consulter le site de la Fondation www.eurofound.eu.int

Fondation européenne pour l'amélioration
des conditions de vie et de travail
Wyattville Road
Loughlinstown
Dublin 18
Irlande
Téléphone: (353 1) 204 31 00
Télécopie: (353 1) 282 42 09 / 282 64 56
Courriel: information@eurofound.eu.int
Site web: www.eurofound.eu.int

Sommaire

1		
Vers une Europe élargie:		
Vue d'ensemble des activités de la Fondation	5	
2		
La qualité de vie dans une Europe élargie:		
Conditions de vie	8	
3		
Travailler pour vivre dans la nouvelle Europe:		
Conditions de travail	13	
4		
La qualité est primordiale:		
Relations industrielles	18	
5		
Prévoir l'avenir:		
Observatoire européen du changement	23	
6		
Les thèmes transversaux	27	
7		
Les activités de développement	29	
8		
Une approche intégrée:		
Information et communication	31	
Annexe 1		
Budget de la Fondation 2003	36	
Annexe 2		
Conseil d'administration	37	
Annexe 3		
Comité d'experts	40	
Annexe 4		
Personnel de la Fondation	41	



Willy Buschak
Directeur faisant fonction

L'année 2003 a été placée sous le signe de la tristesse pour la Fondation. Le décès prématuré le 4 juillet de mon collègue et ami Raymond-Pierre Bodin, directeur de la Fondation, a marqué tous ceux qui l'ont connu et avec qui il a travaillé. En hommage à sa vie et à sa contribution à la Fondation, il a été décidé de dédier à sa mémoire la salle de conférence rénovée.

Cependant, 2003 fut également une année d'intense activité et de préparation pour la Fondation. Nous avons entamé la préparation du nouveau programme quadriennal (2005-2008) et impliqué toutes les parties intéressées de la Fondation à un processus intensif de débats d'idées. L'intégration aux activités principales de la Fondation des 10 nouveaux États membres est également passée au niveau supérieur. Des efforts ont été faits, en particulier, pour inclure les pays adhérents aux activités, outils de suivi, réseaux de recherche, conférences et événements de la Fondation. Depuis mai 2003, les observateurs tripartites des nouveaux États membres participent pleinement à notre Conseil d'administration.

La bonne gestion financière et les processus de contrôle interne ont également commencé à porter leurs fruits: en 2003, la Fondation a dépensé 99,9% de son budget annuel, le chiffre le plus élevé de son histoire. Parallèlement à cela, des efforts constants ont été faits pour améliorer l'accessibilité aux travaux de recherche de la Fondation ainsi qu'à ses données et analyses, et pour intégrer une stratégie de communication viable à tous nos domaines d'activité.

L'image de la Fondation en tant qu'unique centre de recherche en Europe s'améliore de jour en jour. En livrant à toutes les parties intéressées des données comparables et fiables sur les conditions de vie et de travail, sur les relations industrielles et sur la gestion du changement, nous continuons à jouer un rôle vital dans l'amélioration des conditions de vie et de travail dans l'Europe de demain. À l'aube de l'élargissement, nous poursuivons notre engagement de livrer aux partenaires sociaux, aux institutions européennes et aux gouvernements, des informations et des analyses afin d'atteindre les objectifs définis dans l'agenda de Lisbonne de faire de l'Europe «l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde d'ici 2010.»



Vers une Europe élargie: Vue d'ensemble des activités de la Fondation

2003 a été une année importante pour la Fondation. Le processus d'intégration des nouveaux États membres dans les principales activités de la Fondation est passé à une vitesse supérieure, en mettant l'accent sur les outils de suivi et les réseaux de recherche. Le rôle crucial des activités de suivi des travaux de la Fondation a été davantage mis en lumière avec la mise en place de nouveaux outils de recherche dans des domaines tels que les conditions de vie.

En même temps, la mise en œuvre par la Fondation des nouvelles réglementations financières communautaires de la Commission s'est soldée par une meilleure gestion des projets et un meilleur contrôle budgétaire de toutes les activités de la Fondation. La procédure consolidée offre une base solide pour les travaux à venir et fournit le cadre pour les préparatifs engagés en vue du prochain programme de travail quadriennal 2005-2008.

Les préparatifs de ce programme de travail se sont également intensifiés au cours de l'année. À cet égard, la Fondation a organisé un séminaire de débat d'idées à Ljubljana, en Slovénie, avec le double objectif de travailler sur le programme 2005-2008 et de préparer le prochain Forum de la Fondation qui doit avoir lieu en 2004. Des acteurs de haut niveau dans le domaine de la politique sociale, y compris des représentants des pays adhérents, ont participé à ce débat de deux jours. Un rapport soulignant les questions qui ont été soulevées, ainsi que les éléments moteurs des discussions, apportera une contribution importante au premier programme de travail quadriennal après l'élargissement.

Intensification des préparatifs à l'élargissement

Le processus d'intégration des futurs nouveaux États membres de l'UE dans le programme de travail de la Fondation s'est poursuivi en 2003. Des efforts particuliers ont été faits pour faire bénéficier les dix pays adhérents des outils de suivi et des réseaux de recherche de la Fondation et ont facilité leur participation aux conférences et événements de la Fondation. Au niveau du conseil d'administration de la Fondation, les observateurs tripartites des nouveaux États membres ont joué un rôle actif tout au long de l'année.

Le rapport *Conditions de travail dans les pays adhérents et candidats* publié en octobre est le résultat de la grande enquête sur les conditions de travail menée par la Fondation dans les 13 pays adhérents et candidats (PAC). Ce rapport a établi les premiers points de repère importants sur l'environnement de travail dans ces pays à la veille de l'élargissement, et constitue une source de données exceptionnelle sur leurs conditions de travail. Un autre projet, consacré au rôle du dialogue social dans la préparation des 10 pays adhérents à l'Union économique et monétaire, a donné lieu à la publication en octobre du rapport, *Social dialogue and EMU in the acceding countries* (Dialogue social et UEM dans les pays adhérents). La seconde étape de ce projet a débuté au cours de l'année et vise à développer une marche à suivre pour l'harmonisation industrielle des dix pays adhérents, en réunissant partenaires sociaux et gouvernements dans le but d'utiliser le dialogue social comme méthode de résolution de conflits. Un rapport complet sur cette question, couvrant les dix nouveaux États membres, sera publié en 2004.

La conférence 2003 «Better work and life: Towards an inclusive and competitive enlarged Union» (Améliorer le travail et la vie: vers une Union européenne élargie, inclusive et compétitive), a examiné les aspects qualitatifs des conditions de travail et de vie dans l'Europe élargie. Cet événement a été organisé conjointement par la Fondation et le ministère grec du travail et des affaires sociales dans le contexte de la présidence grecque de l'UE. Des acteurs de haut niveau (ministres, officiels, partenaires sociaux,

organisations internationales, etc.) ont pris part à cette manifestation et les résultats ont fourni matière à une réunion ministérielle ultérieure sur les mêmes questions.

Contribution à l'agenda européen sur la politique sociale

La Fondation a poursuivi son engagement de livrer aux partenaires sociaux et aux gouvernements des données, des connaissances et des analyses afin d'atteindre l'objectif défini par le Conseil européen de Lisbonne de faire de l'Europe «l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde d'ici 2010». En 2003, les analyses et recommandations de la Fondation ont été prises en compte dans différentes communications, résolutions et opinions de l'UE concernant les comités d'entreprise européens, la participation financière, l'immigration et l'emploi et les mutations industrielles, émanant de la Commission européenne, du Parlement européen et du Comité économique et social européen.

De même, à un moment où le débat public dans de nombreux États membres cherche à trouver des mesures législatives contre la violence et le harcèlement au travail, le rapport de la Fondation, *Prévention du harcèlement et de la violence sur le lieu de travail*, fait un exposé de la situation et des tendances actuelles, et fournit des données précises sur l'étendue du phénomène et les coûts qui en résultent.

Le rapport de la Fondation intitulé *Illness, disability and social inclusion* (Maladie, invalidité et insertion sociale), a contribué de la même façon au débat actuel à travers l'Europe sur l'élaboration de politiques et de services destinés à promouvoir l'insertion sociale des personnes souffrant d'une maladie chronique (physique ou mentale) ou d'un handicap. Le rapport souligne que des barrières physiques, légales et administratives subsistent pour ces groupes et que la ségrégation peut débiter à un stade précoce, les enfants étant souvent relégués dans des réseaux d'enseignement parallèles ou exclus de la société en général. Les recommandations du rapport soulignent la nécessité d'amplifier le dialogue avec les partenaires sociaux pour ce qui est de la planification et

l'élaboration de politiques au niveau local en coopération avec les groupes de personnes handicapées, et ont été le sujet de discussions lors de la présidence italienne de l'UE au cours du deuxième semestre.

Renforcement des outils de suivi et activités

En 2003, les outils et activités de suivi ont été au centre des quatre principaux domaines de recherche de la Fondation. Dans un même effort pour achever les préparations à l'élargissement, tous les outils de suivi ont été étendus aux nouveaux États membres. La première enquête sur la *Qualité de vie en Europe* a été réalisée sur la base d'entretiens effectués dans les 28 pays, États membres actuels, les nouveaux pays adhérents et les pays candidats.

L'Observatoire européen des relations industrielles (EIRO) a lui aussi étendu sa couverture et son analyse des développements des relations industrielles à la plupart des nouveaux États membres de l'UE et pays candidats. L'outil de veille sur les restructurations d'entreprises (*European Restructuring Monitor*) de l'Observatoire européen du changement (EMCC), a également livré des données sur les tendances en matière de restructuration industrielle et les réductions d'emplois dans tous les secteurs en Europe. L'Observatoire européen des conditions de travail (EWCO) a démarré ses activités vers la fin de l'année, en diffusant des mises à jour régulières en provenance d'un réseau de correspondants nationaux sur toute une série de sujets tels que l'autonomie au travail, les cadences de travail et le travail flexible. Enfin, pour suivre l'évolution en matière de réduction du temps de travail et augmentation de la flexibilité du temps de travail dans de nombreux États membres, un travail de préparation a été réalisé pour l'enquête en entreprise sur le temps prévue pour 2004.

Consolidation des supports de communication

Dans le cadre du programme de travail quadriennal actuel, les efforts constants pour améliorer l'accessibilité aux travaux de recherche de la Fondation, ainsi qu'à ses données et analyses, grâce à des supports de communication ciblés, ont été considérablement facilités par la mise en place de réseaux de

communication spécifiques. Les contacts avec les institutions européennes ont été largement renforcés par le travail du bureau de liaison de Bruxelles, notamment en réunissant décideurs politiques de l'UE, partenaires sociaux, entreprises, représentants de la société civile et experts à l'occasion d'auditions publiques au Parlement européen et de réunions avec le Comité économique et social. Le réseau des centres nationaux de liaison s'est efforcé d'atteindre les groupes intéressés et de mieux les cibler dans le temps et l'espace, particulièrement au niveau national. Ces réseaux ont joué un rôle important en aidant la Fondation à présenter les résultats de ses recherches et à ajuster la pertinence et l'opportunité des messages.

Relais de communication pour les messages de la Fondation

En 2003, deux grands thèmes en matière d'information et de communication ont permis de livrer un message plus cohérent aux publics cibles de la Fondation. Plus de la moitié de toutes les activités d'information et de communication ont été centrées autour du thème «La diversité: une opportunité pour l'Europe» au cours de la première moitié de l'année 2003, et autour de celui de l'élargissement, pour la seconde moitié.

Au vu de l'importance grandissante des conférences, séminaires et ateliers en tant que véhicules de communication, la Fondation a entrepris de développer des outils et méthodes d'organisation des conférences qui facilitent la participation active et optimisent différentes formes de débat.

Le web reste le principal outil d'information et de diffusion de la Fondation, comme en témoigne l'augmentation constante du nombre de sessions utilisateurs des sites *Eurofound* et *EIROnline*. Le site web de l'EMCC a enregistré une croissance régulière du nombre d'utilisateurs tout au long de l'année. La Fondation s'est engagée dans une nouvelle stratégie concernant sa présence sur le web, en se basant sur les résultats de plusieurs évaluations et sur une enquête à grande échelle auprès des utilisateurs du web, qui a permis de dégager les changements nécessaires, sur le plan du fond et

de la forme, pour développer ce support de communication essentiel.

Le nombre de visites à la Fondation est resté constant – soit un total de 66 visites contre 68 en 2002 – mais le temps moyen consacré aux visites par le personnel est passé de 253 à 273 heures, reflétant des programmes de visite plus intensifs et plus personnalisés.

Amélioration de l'efficacité interne

Une nouvelle série de règlements financiers a été mise en place, conférant à la Fondation une responsabilité accrue sur le plan financier. Ceci est intervenu à un moment où l'amélioration du suivi des projets et des procédures de mise en œuvre s'est soldée par l'utilisation totale (99,9%) du budget 2003. L'introduction d'une nouvelle série de règlements relatifs au statut du personnel, afin d'aligner la Fondation sur les règlements applicables au personnel des autres agences de l'UE a été le sujet de nouvelles discussions. La participation des représentants tripartites des nouveaux États membres conduira à un changement dans la gouvernance future de la Fondation. Le conseil d'administration a élaboré une proposition à ce sujet, conjointement avec les deux autres agences tripartites, le Centre européen pour le développement de la formation professionnelle, à Thessalonique, et l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail, à Bilbao.



2

La qualité de vie dans une Europe élargie: Conditions de vie

La qualité de vie en Europe a été au centre des travaux de l'unité Conditions de vie au en 2003. La première enquête de la Fondation sur la qualité de vie dans 28 pays a été lancée en mai. Quelque 26 000 entretiens particuliers ont été réalisés, sur des sujets tels que le logement et le cadre de vie, la santé et les services de santé, l'éducation, l'emploi et les conditions de travail, la famille et les réseaux sociaux, l'utilisation du temps, les services publics et sociaux et les ressources économiques.

Par ailleurs, une initiative commune avec la DG Emploi de la Commission européenne a eu lieu au cours de l'année, visant à analyser et comparer les données Eurobaromètre sur les conditions de vie et la qualité de vie dans l'UE et les 13 PAC. Une série de rapports sera publiée en mars 2004. Aussi, une base de données des indicateurs statistiques, en provenance de sources similaires à l'échelle de l'UE, a été élaborée et peut être consultée, et les données disponibles en provenance des nouveaux États membres y sont ajoutées. Le lancement de la base de données en ligne est prévu à la mi-2004.

À titre de contribution à l'Année européenne des personnes handicapées, la Fondation a organisé une conférence en collaboration avec la présidence italienne sur le thème: «Maladie et insertion: préserver le lien avec le travail», au cours de laquelle elle a présenté son rapport *Maladie, invalidité et insertion sociale*. La conférence a réuni des décideurs politiques, des partenaires sociaux et des organisations non gouvernementales de toute l'Europe.

Le rapport sur *Une nouvelle organisation du temps au cours de la vie professionnelle*, publié en 2003 a été une contribution originale de la Fondation au débat sur les politiques en matière de temps et sur la qualité de vie. Il développe un cadre conceptuel pour envisager des aménagements du temps tout au long de la vie professionnelle, et est lié à l'évolution actuelle au sein des États membres.

Activités de suivi et points forts en 2003

L'initiative de la Fondation concernant le suivi et le compte rendu sur les conditions de vie et la qualité de vie en Europe est constituée de trois principales activités.

- Réalisation d'une enquête sur la qualité de vie, basée sur des entretiens, et menée dans 28 pays;
- Mise en place d'une base de données en ligne à partir de données existantes, et élaboration d'une fonction d'analyse des données;
- Analyse des données Eurobaromètre sur la «situation sociale» recueillies dans l'UE et les pays adhérents et candidats.

Enquête sur la qualité de vie

Une enquête sur la qualité de vie en Europe englobant 28 pays a été lancée le 12 mai. Quelque 26 000 entretiens ont été réalisés dans l'UE et dans les pays adhérents et candidats (PAC) en vue de produire des données complètes sur les questions concernant les conditions de vie et la qualité de vie.

Une présentation des principaux résultats sera publiée en 2004 avec des détails sur les conclusions principales suivant le pays, la démographie, la catégorie professionnelle et les revenus. Ceci sera suivi d'une série de rapports analytiques sur différents aspects de la qualité de vie en Europe, tels que l'emploi et les niveaux de vie, les ménages et la famille, les soins et la vie communautaire, le logement, le cadre local et les services publics; et la satisfaction générale à l'égard de la vie.

Base de données des indicateurs statistiques

La base de données des indicateurs statistiques développée à partir de sources de données comparables à l'échelle européenne a été mise à jour et est actuellement étendue en vue d'inclure les pays adhérents et candidats. Les données couvrent les domaines suivants: ressources économiques, connaissances, éducation et formation, familles et ménages, santé et accès au soins, conditions d'emploi et de travail, logement et cadres de vie, relations sociales, participation et intégration, transport, environnement local et commodités,

activités récréatives et loisirs, sécurité publique et criminalité, culture, qualité sociale et satisfaction de vivre. Entre 10 et 20 indicateurs ont été choisis pour chaque domaine en fonction de l'importance et de la disponibilité des données comparatives. La base de données, qui sera mise à jour tous les deux ans, est en cours de développement pour faciliter l'analyse en ligne.

La stratégie de suivi de la Fondation implique une approche à la fois descriptive et analytique, d'où une analyse assez détaillée afin de comprendre les relations entre les différents domaines et l'évolution des tendances au fil du temps. Une communication d'accompagnement de la base de données, *Qualité de vie en Europe: un rapport illustratif*, publiée vers le milieu de l'année, montre les aspects des deux formes du suivi.

Analyse des données Eurobaromètre

Dans un exercice à part, la Fondation a réalisé une analyse approfondie du sondage Eurobaromètre dans les pays adhérents et candidats, en comparant les résultats à ceux des récents sondages Eurobaromètre standards de l'UE 15. Sept rapports analytiques ont été produits et seront publiés en mars 2004 sur les sujets suivants: satisfaction par rapport à la vie, exclusion sociale, faibles revenus et privation, travail et qualité de vie, santé et services de santé, famille et fécondité, et tendances migratoires. Un rapport global et un résumé seront également produits en coopération avec la Commission. Un document basé sur l'un des prochains rapports de la Fondation, *La migration et ses tendances dans une Europe élargie*, a été présenté par la Fondation lors de la conférence de la présidence italienne intitulée «Enlargement and industrial relations» (Élargissement et relations industrielles), qui s'est déroulée en octobre à Modène.

Réseau d'experts

Le réseau des experts sur la qualité de vie des pays adhérents et candidats a continué ses travaux. La seconde réunion, consacrée aux résultats du sondage Eurobaromètre, et présidée par l'Académie polonaise des sciences, s'est déroulée à Varsovie le 5 juin 2003. Une séance spéciale sur

les conditions de vie en Pologne a été présentée par Dr. Marek Szczepanski, vice-ministre des affaires économiques et sociales. La troisième réunion du réseau a eu lieu à Vilnius en Lituanie, les 26 et 27 novembre 2003 en coopération avec la DG Emploi et affaires sociales de la Commission européenne.



Gestion du temps au cours de la vie

L'évolution des rôles traditionnels des hommes et des femmes et de la répartition du travail oblige à reconsidérer les schémas classiques travail-vie privée. Les individus cherchent de plus en plus de nouveaux aménagements du temps de travail pour mieux gérer d'autres priorités, tandis que les employeurs demandent une flexibilité croissante sur le lieu de travail. Les travaux de recherche de la Fondation dans ce domaine examinent comment faire face à l'évolution des demandes en réorganisant l'utilisation du temps tout au long de vie, en particulier durant les années d'activité de l'individu.

Le rapport sur la première phase des travaux de recherche a été publié vers le milieu de l'année 2003. Il propose un cadre conceptuel qui permet d'examiner les aménagements du temps tout au long de la vie professionnelle, en établissant une corrélation avec des mesures destinées à améliorer la qualité de vie. Il étudie l'évolution des modèles d'utilisation du temps et les préférences en la matière. Il examine également toute une série de mesures telles que la possibilité d'avoir droit à davantage de congés payés pendant les phases de stress de la vie afin de compenser le relèvement de l'âge de la retraite, ainsi que la création de structures de sécurité sociale adaptées aux nouveaux aménagements du temps de travail. Le rapport constitue également une contribution au débat sur les retraites et prend plus particulièrement en considération les défis suivants:

- il identifie la possibilité d'augmenter le temps de travail au cours d'une vie;

- il donne une réponse à la question essentielle de savoir comment conjuguer le relèvement de l'âge de la retraite et la durée totale de la vie professionnelle grâce à des initiatives visant à motiver et à permettre aux salariés de travailler plus longtemps au cours de la vie;
- il encourage l'adoption de différents aménagements du temps de travail au cours de la vie pour mieux soutenir la réforme des retraites.

À la demande de la Commission européenne, la Fondation a présenté un document basé sur cette recherche à la conférence de la présidence italienne intitulée «Ageing and pensions» (Vieillesse et retraites), à Bologne le 18 septembre. La Fondation a également présenté une communication, «Time use and a new organisation of time» (L'utilisation du temps et une nouvelle organisation du temps), au congrès mondial de l'International Association for Time Use Research, à Bruxelles le 19 septembre.

Stratégies de lutte contre l'exclusion sociale et le chômage dans les régions défavorisées

L'importance du concept «capital social» dans une politique régionale s'est imposée au cours des récents débats sur les mesures visant à servir les objectifs de l'emploi et de l'insertion sociale, ainsi que la compétitivité de l'économie. La notion de capital social soulève néanmoins un certain nombre de questions quant à sa pertinence pour l'insertion sociale et l'emploi, sa valeur ajoutée en tant qu'instrument politique et son impact sur la compétitivité des régions défavorisées. Dans ce contexte, la principale finalité de ce projet est d'évaluer l'utilité du concept «capital social régional» pour les décideurs politiques, en se concentrant sur les régions défavorisées. Une étude bibliographique a été réalisée, offrant un contexte théorique et un cadre explicatif pour les travaux empiriques. L'étude met l'accent sur la consultation des organisations clés, l'identification de bonnes pratiques et le travail d'investigation dans cinq ou six régions défavorisées. Les études de cas impliquent des discussions avec les autorités régionales, les organismes publics, les partenaires sociaux et les ONG. Pour aider à la collecte des

informations nécessaires à l'étude, un atelier d'experts s'est tenu à la Fondation le 2 décembre.

La main-d'œuvre dans les services de santé

Cette étude est axée sur les services de santé, plus spécifiquement la gestion des soins aux personnes dépendantes et malades de toutes les tranches d'âge. Les soins à domicile et de proximité sont compris, mais non les soins hospitaliers. L'étude porte essentiellement sur le personnel soignant qui travaille officiellement, mais reconnaît qu'il y a un bon nombre de travailleurs qui ne sont pas déclarés et que les soins sont très souvent dispensés par la famille. La première phase de l'étude a débuté dans six États membres: Allemagne, Finlande, France, Grèce, Italie et Royaume-Uni. Le travail a commencé par l'observation du contexte pour voir comment augmenter la main-d'œuvre dans le secteur des soins, et par l'examen de l'évolution des politiques et pratiques des pays pris en compte dans l'étude. Un cadre d'analyse des bonnes pratiques en cours de développement sera axé sur les questions clés de la mobilité, des conditions de formation et d'emploi des travailleurs dans ce secteur. Un recueil en ligne des bonnes pratiques relevées au niveau des initiatives nationales et des mesures locales sera également mis en place.



Contribution à l'élargissement

Deux activités principales de l'équipe Conditions de vie se sont concentrées sur l'élargissement tout au long de l'année. D'abord, en collaboration avec la Commission, la Fondation a entrepris en 2003 une analyse approfondie des résultats des sondages Eurobaromètre sur la qualité de vie dans l'UE et dans les pays adhérents et candidats (voir ci-dessus). Ensuite, l'enquête sur la Qualité de vie en Europe a été menée à bien dans les États membres de l'UE et dans les 13 pays adhérents et candidats (voir ci-dessus).



Focus

Maladie et insertion

L'année 2003 a été officiellement déclarée «Année européenne des personnes handicapées». L'emploi des personnes atteintes d'une maladie chronique ou d'un handicap est indispensable à la réalisation des objectifs de Lisbonne et de Stockholm sur les taux d'emploi et pour la promotion d'une société caractérisée par un plus haut degré d'intégration. Actuellement, les mesures sur le lieu de travail sont insuffisantes pour permettre le maintien en poste, la réintégration et la réhabilitation des personnes qui sont atteintes d'une maladie chronique ou d'un handicap au cours de leur vie professionnelle. Dans ce contexte, la Fondation a lancé une étude pour voir comment faire évoluer la situation dans ce domaine. Le rapport de recherche initial, qui documente la situation des personnes avec une maladie chronique ou un handicap et examine comment assurer leur insertion sociale, a été publié à la mi-2003. Il passe en revue la nature et l'étendue des problèmes auxquels doivent faire face les différents groupes, notamment les barrières dans le marché du travail, et identifie les initiatives politiques en matière d'emploi, d'éducation, de logement, de transport et d'autres domaines, qui facilitent l'intégration sociale et économique. Le rapport vise à alimenter le débat et à attirer davantage l'attention sur les personnes atteintes d'un handicap durable et/ou maladie chronique, en particulier celles en âge de travailler.

L'emploi est au cœur des recherches menées dans le cadre de la seconde phase de ce projet qui a démarré à l'automne 2003 et qui est notamment centrée sur les mesures visant à réintégrer ou à maintenir dans l'emploi des personnes atteintes de maladie chronique ou de handicap.

Les résultats de ce projet ont servi de base à une conférence conjointe de la présidence italienne, «Illness and Inclusion: retaining the link to work» (Maladie et insertion: préserver le lien avec le travail), qui a eu lieu à Reggio de Calabre les 17 et 18 novembre. La conférence, réunissant décideurs politiques, partenaires sociaux et ONG de toute l'Europe, s'est efforcée d'évaluer différentes mesures de conservation de l'emploi pour les personnes développant des problèmes de santé au cours de leur vie active, en mettant particulièrement l'accent sur les corrélations entre les mesures sur le lieu de travail et les systèmes de protection sociale.

RÉSULTATS CLÉS

- Les personnes atteintes de maladie chronique ou handicap ne sont souvent considérées que comme des objets de soins.
- La ségrégation débute à un stade précoce, les enfants handicapés étant souvent relégués dans des réseaux d'enseignement parallèles ou exclus de la société en général.
- Les maladies chroniques ou handicaps affectent 17% de la population dans son ensemble en Europe et environ 15% de la population en âge de travailler.
- Les allocations pour handicapés concernent 6% de la population en âge de travailler.
- Environ un quart des nouvelles allocations pour handicapés sont versées en raison de maladies mentales.
- Les handicaps sont plus fréquemment observés chez les travailleurs manuels.
- Le taux de chômage enregistré chez les personnes atteintes d'une maladie ou d'un handicap grave est environ trois fois plus élevé que chez les personnes non handicapées.
- Les politiques visant à augmenter la participation au marché du travail en réduisant les allocations sont probablement vouées à l'échec.
- Les personnes atteintes d'une maladie ou d'un handicap reçoivent un salaire inférieur à celui des personnes non handicapées.
- La maladie, les accidents du travail et les facteurs socio-économiques augmentent le taux des maladies chroniques et handicaps tout au long de la vie active, passant de 5% à 40% à l'âge de la retraite

PROPOSITIONS CLÉS

- Un dialogue accru au niveau local et avec les partenaires sociaux.
- Un investissement plus important de la part des représentants des groupes de personnes handicapées.
- Une intégration de la notion de handicap dans toutes les sphères politiques.
- Un accord sur un «concept universel» destiné à améliorer l'accès aux infrastructures.
- L'établissement de critères uniformes pour l'octroi d'allocations aux personnes handicapées.
- L'intégration des enfants handicapés au réseau de l'enseignement général.
- L'évaluation systématique des politiques nationales dans ce domaine.
- L'établissement d'un code UE de pratiques centré sur un «ajustement raisonnable» de l'emploi pour adapter le cadre du travail aux personnes handicapées et malades.

Événements clés

27-30 mars

Mental illness and stigma in Europe: Facing up to the challenges of social inclusion and equity (Maladie mentale et stigmatisation en Europe: faire face aux défis de l'insertion et de la justice sociales), Athènes.

Conférence de la présidence de l'UE. Robert Anderson a été le rapporteur d'un atelier sur l'insertion sociale et a présenté une communication intitulée «Strategies for employment of people with mental illness» (Stratégies pour l'emploi des personnes atteintes de maladies mentales).

16-17 mai

European Forum on Local development and Employment – Acting together at local level: More and better jobs, better governance, (Forum européen sur le développement et l'emploi locaux - Agir ensemble au niveau local: des emplois plus nombreux et de meilleure qualité, une meilleure gouvernance), Rhodes.

Conférence de la présidence de l'UE. Henrik Litske a participé à un atelier sur l'économie sociale et présenté une communication intitulée «Activating local partnership in the social economy» (Encourager le partenariat local dans l'économie sociale).

18 septembre

Ageing and pensions (Vieillesse et retraites), Bologne.

Conférence de la présidence de l'UE. Hubert Krieger a présenté une communication intitulée «Reorganisation of time over the life course» (Réorganisation du temps tout au long de la vie).

16-17 octobre

Second European round table on poverty and social exclusion: The role of the family in promoting social inclusion (Seconde table ronde européenne sur la pauvreté et l'exclusion sociale: le rôle de la famille dans la promotion de l'insertion sociale), Turin.

Conférence de la présidence de l'UE organisée conjointement avec la Commission européenne. Robert Anderson a participé à un atelier, «Citizenship and access to rights» (Nationalité et accès aux droits), et a présenté la communication «Quality in social public services» (Qualité dans les services sociaux publics).

17-18 novembre

Illness and employment: Retaining the link to work (Maladie et emploi: préserver le lien avec le travail), Reggio de Calabre.

Conférence organisée conjointement par la Fondation, la présidence italienne de l'UE et la Région de Calabre. Parmi les participants de la Fondation figuraient Willy Bushak, Robert Anderson et Philippe Bronchain.

16-18 décembre

The regional dimension of disability policies (La dimension régionale des politiques sur le handicap), La Rioja, Espagne.

Conférence organisée par le Comité des régions et le Forum européen des personnes handicapées. Philippe Bronchain a présenté la communication «Maintaining and integrating people with chronic illness or disability in employment: What are the roles at local level?» (Maintenir et intégrer dans l'emploi les personnes atteintes de maladie chronique ou de handicap: quels sont les rôles au niveau local).



Travailler pour vivre dans la nouvelle Europe: Conditions de travail

La qualité du travail et de l'emploi est demeurée le principal concept des activités de l'unité Conditions de travail en 2003 et continue d'étayer à la fois ses initiatives de recherche stratégique et ses actions de suivi.

En particulier, il convient de citer une perspective femmes/hommes dans la qualité du travail et de l'emploi avec la publication en janvier du cahier n°3 de la Fondation, *La qualité du travail et de l'emploi des femmes: instruments de changement*.

Dans le contexte de l'élargissement de l'Union européenne avec 10 nouveaux pays en mai 2004, la Fondation a publié son rapport final sur les *Conditions de travail dans les pays adhérents et candidats*. Le rapport est basé sur un questionnaire similaire à celui utilisé lors des enquêtes précédentes de la Fondation sur les conditions de travail, et les résultats fournissent une vue d'ensemble, intéressante et pertinente sur le plan politique, de l'environnement de travail dans une Europe à 28 pays.

Par ailleurs, le réseau de correspondants avec des spécialistes sur les conditions de travail a démarré ses activités fin 2003. Le réseau constitue l'une des clés de voûte d'une nouvelle initiative basée sur le web, l'Observatoire européen des conditions de travail. L'Observatoire complétera les activités de recherche de la Fondation, en fournissant des informations mises à jour et des analyses sur les questions d'environnement de travail à la fois au niveau de l'UE et au niveau national, provenant de certains États membres.

Activités de suivi et points forts en 2003

Enquête sur les conditions de travail

L'enquête de la Fondation sur les conditions de travail est devenue, depuis 1990, une source complète et bien connue de données comparatives sur l'environnement du travail en Europe. Les dernières activités d'enquête de la Fondation ont donné lieu à la publication d'un rapport important intitulé *Conditions de travail dans les pays adhérents et candidats*, en octobre 2003. Ce rapport fournit une analyse des données de l'étude réalisée en 2001, offrant une base de comparaison entre les États membres existants et les 10 pays en passe de rejoindre l'UE en mai 2004, ainsi que les trois pays candidats.

RÉSULTATS CLÉS

- La semaine de travail est plus longue dans les PAC (ces chiffres excluent la Turquie): en moyenne 44,4 heures contre 38,2 heures dans l'UE. Les horaires de travail sont plus fréquemment hors norme (notamment travail posté et travail de nuit) dans les PAC. Le travail à temps partiel y est moins répandu, (7% contre 17% dans l'UE).
- Davantage de travailleurs considèrent que leur travail met en danger leur santé et leur sécurité: 40% dans les PAC contre 27% dans l'UE.
- La répartition des femmes entre les différentes catégories professionnelles et niveaux hiérarchiques est plus équitable dans les PAC que dans l'UE. Dans les pays adhérents, 27% des personnes interrogées disent avoir une femme comme chef hiérarchique, contre 23% dans l'UE.
- La «double charge de travail» a tendance à être plus équitablement répartie entre les hommes et les femmes dans les pays adhérents et candidats que dans l'UE. Les hommes dans les États adhérents sont plus susceptibles que leurs homologues des États membres actuels, d'être impliqués dans des activités telles que la garde et l'éducation des enfants, la cuisine et les travaux domestiques.

Le suivi des conditions de travail au niveau sectoriel est un complément important aux activités d'enquête de la Fondation. En 2003, l'unité Conditions de travail a réalisé une analyse approfondie des questions relatives aux conditions de travail, à la qualité du travail et de l'emploi dans les secteurs de l'hôtellerie/restauration et du transport routier. Ce projet a permis d'élaborer 15 rapports nationaux couvrant chacun de ces secteurs, ainsi que deux rapports consolidés qui seront publiés début 2004. Chaque rapport offre un aperçu de la situation dans les deux secteurs, des tendances et développements qui façonnent l'industrie, et des questions qui préoccupent les travailleurs et les décideurs politiques dans ce domaine.

Parmi les travaux de la Fondation liés aux enquêtes, réalisés en 2003, il convient également de mentionner un inventaire des enquêtes existantes sur les conditions de travail. Publiée sur le site web de l'Observatoire européen des conditions de travail, cette contribution fournit une comparaison détaillée des 18 enquêtes sur les conditions de travail. Elle identifie la variété des approches - méthodologiques et axées sur le contenu - de description de l'environnement de travail dans les pays européens et dans d'autres pays industrialisés.

Observatoire européen des conditions de travail

Opérationnel depuis août 2003, l'Observatoire européen des conditions de travail (EWCO) est un outil de suivi basé sur le web, dédié à la qualité du travail et aux questions d'emploi en Europe. Un réseau de correspondants fournit des mises à jour, des analyses des données d'enquête et des informations sur des sujets particuliers. À son stade initial, le réseau comprend des correspondants dans les pays suivants : Allemagne, Danemark, Espagne, Finlande, France, Pays-Bas, et Suède, ainsi qu'un correspondant au niveau communautaire. L'Observatoire représente une expansion du rôle de la Fondation en matière de collecte et de diffusion des informations dans le domaine de la qualité du travail et de l'emploi. En particulier, il permet de compléter la recherche existante, menée par la Fondation, ainsi que les données d'enquête, en offrant une perspective nationale sur des sujets d'intérêt.

Bilan de la recherche

Flexibilité

La Fondation mène des recherches depuis plusieurs années dans le domaine de la «flexibilité», en traitant les questions - distinctes mais liées - de la flexibilité du temps de travail, la flexibilité du marché du travail et la flexibilité de l'organisation du travail. En 2003, la Fondation a publié une synthèse bibliographique sur le thème de la flexibilité et de la protection sociale, mettant l'accent sur les domaines d'allocation suivants:

- chômage (y compris, si applicable, les régimes de revenus minimaux)
- âge de la retraite/vieillesse
- congé parental (en particulier le congé relatif à la garde d'enfant)
- soins de santé (par rapport à l'accessibilité et à l'éventail des services proposés aux travailleurs).

Cette étude comprend une description et une analyse systématiques des différents défis que représente la flexibilité pour les États-providence et étudie les perspectives en matière de protection sociale dans un contexte de «flexibilisation» du travail et de l'emploi. En soulignant notamment la question de la «flexisécurité», le rapport met l'accent sur trois dimensions clés qui doivent être prises en considération: le remplacement des revenus, l'employabilité et la dimension temporelle de la sécurité. Outre la description globale des questions de protection sociale et de flexibilité dans les États membres de l'UE, le rapport contient des analyses détaillées sur les pays suivants: Allemagne, Espagne, Pays-Bas, Suède, et Royaume-Uni.

«Working poor»

À l'origine, le concept américain des «working poor» (travailleurs pauvres) fait référence aux personnes qui, bien

que travaillant, restent en dessous du seuil de pauvreté. Au niveau national comme au niveau européen, une attention croissante a été portée à ce sujet, mais il n'existe pas encore de définition généralement admise pour les «working poor». Les principaux objectifs de ce projet, lancé en 2002, sont de clarifier les problèmes associés à ce groupe vulnérable, de quantifier le nombre et les caractéristiques des «working poor» et d'identifier des politiques visant à enrayer le développement du phénomène. Une étude bibliographique a été compilée et sera publiée en 2004.



Contribution à l'élargissement

En 2003, la Fondation a publié son rapport final sur les *Conditions de travail dans les pays adhérents et candidats*, basé sur l'enquête 2001-2002 menée dans les 13 pays. Les résultats de l'enquête offrent une vision pertinente de l'environnement de travail dans les nouveaux États membres, ainsi qu'une base de comparaison des conditions de travail dans une Europe élargie.

À titre de suivi du travail réalisé dans le cadre de l'enquête, un nouveau projet a démarré en 2003, spécifiquement axé sur le genre et le temps de travail dans les 10 pays adhérents. Il est destiné à offrir un contexte pour les résultats obtenus, en se basant sur une analyse quantitative et qualitative. En particulier, il analysera les raisons sous-jacentes des écarts significatifs existant entre pays adhérents et États membres de l'UE au niveau des données sur le temps de travail, et examinera les différentes manifestations de la ségrégation sexuelle. Le travail a débuté avec un rapport consolidé sur chaque thème, ainsi que deux séries de rapports par pays.



Focus

Prévention du harcèlement et de la violence sur le lieu de travail

Les problèmes de violence et de harcèlement sur le lieu de travail ont suscité un vif intérêt en Europe ces dernières années. Une plus grande sensibilisation au problème a été suivie par une vague de réglementations et d'initiatives concrètes sur le lieu de travail. De nouvelles législations sur ces sujets ont déjà été votées ou le seront bientôt. C'est le cas des directives de l'Union européenne «anti-discrimination» et des lois nationales sur le harcèlement.

L'ampleur réelle du phénomène reste néanmoins inconnue. Des recherches de la Fondation dans ce domaine indiquent qu'en 2000, environ 9% de la population active de l'UE a été confrontée, au cours des 12 derniers mois, à l'intimidation ou au harcèlement sur le lieu de travail. Près de 13% des personnes interrogées rapportent être conscientes de l'existence de phénomènes de violence physique au travail. Ces chiffres sont sans doute modestes, étant donné qu'il y a probablement eu des omissions de signalement de cas dans certains États membres en raison des différences dans la perception culturelle, le niveau de sensibilisation et les approches légales de la question.

En 2003, la Fondation a organisé deux événements visant à divulguer ses travaux dans ce domaine d'actualité. Une conférence organisée conjointement avec le gouvernement belge, à Bruxelles, en avril, a été l'occasion du lancement du rapport, *Prévention du harcèlement et de la violence sur le lieu de travail*. Le premier séminaire à être organisé sous les auspices de l'Observatoire européen des conditions de travail, en décembre 2003, a été également consacré à ce sujet.

Le rapport de la Fondation est une synthèse des études existantes sur la violence, le harcèlement et les phénomènes associés tels que l'intimidation sur le lieu de travail. Il aborde largement les différentes mesures législatives et non-législatives à l'égard du problème aux niveaux communautaire et national. Le rapport confirme largement que les manifestations de violence

psychologique ont actuellement tendance à augmenter dans l'ensemble de l'UE, les femmes, les jeunes et les personnes avec un statut d'emploi précaire constituant des groupes particulièrement vulnérables.

Le rapport attire l'attention sur les coûts considérables – pour l'individu, pour les organisations et pour la société – associés à la violence et au harcèlement sur le lieu de travail et sur la nécessité de trouver une approche du problème plus proactive.

RÉSULTATS CLÉS

- Près d'un travailleur sur 10 déclare avoir été victime d'intimidation sur le lieu de travail.
- Plus de 7% des travailleurs de l'UE sont conscients de l'existence de violence physique sur leur lieu de travail, tandis que 2% déclarent avoir été victimes de violence physique au travail.
- Les femmes sont plus exposées à la violence et au harcèlement sur le lieu de travail que les hommes, et il y a tendance à avoir plus de femmes qui travaillent dans des secteurs à «haut risque» tels que l'enseignement, l'hôtellerie et la restauration et les services sociaux publics.
- Certaines conséquences négatives du harcèlement au travail sur la situation financière et la productivité sont l'augmentation de l'absentéisme, les congés maladie, la retraite anticipée, la rotation importante du personnel, l'augmentation des cotisations d'assurance et une mauvaise image de l'entreprise.
- Les évaluations des coûts financiers du harcèlement sur le lieu de travail pour les entreprises ont des résultats variés. Une étude suédoise suggère que chaque victime représente un coût annuel de 30 000 à 100 000 EUR pour l'entreprise.

Événements clés

6 février

Rendez-vous de midi du service de presse de la Commission européenne, Bruxelles.

Pascal Paoli a fait une présentation sur les conditions de travail dans les pays adhérents et candidats, basée sur les données de l'enquête de la Fondation.

27 mars

Rendez-vous de midi du service de presse de la Commission européenne, Bruxelles.

Sabrina Tesoka a fait une présentation sur le rapport de la Fondation, *Prévention du harcèlement et de la violence sur le lieu de travail*, à l'adresse des officiels de la Commission et d'autres institutions de l'UE.

29 avril

Violence and harassment in the workplace (violence et harcèlement sur le lieu de travail), Bruxelles.

Séminaire organisé conjointement par la Fondation et le gouvernement belge, réunissant plus d'une centaine d'experts dans ce domaine.

12-13 mai

Better work and life (Améliorer le travail et la vie), Alexandroupolis, Grèce

Pascal Paoli a présenté le travail de l'équipe Conditions de travail sur le temps de travail et la flexibilité lors de la conférence de la présidence grecque organisée conjointement par la Fondation et la présidence grecque de l'UE.

17 septembre

Comité sectoriel du dialogue social de l'UE, Bruxelles.

Sabrina Tesoka a présenté les résultats préliminaires de l'enquête sur les conditions de travail dans le secteur du fret routier.

11-12 décembre

Violence and harassment in the workplace (Violence et harcèlement sur le lieu de travail), Bruxelles.

Le premier séminaire s'est déroulé sous les auspices de l'Observatoire européen des conditions de travail.



La qualité est primordiale: Relations industrielles

La qualité des relations industrielles a été une priorité pour l'unité Relations industrielles en 2003. La recherche stratégique a porté essentiellement sur le développement d'indicateurs en vue de contribuer au débat de l'UE sur la qualité des relations industrielles. En même temps, les activités de suivi ont porté sur des aspects spécifiques des indicateurs sur les relations industrielles en vue de représenter la situation actuelle dans les États membres.

L'anticipation de l'élargissement est restée l'une des priorités du domaine, avec des débats, le travail en réseau et les activités de recherche impliquant progressivement un nombre croissant d'experts et d'observateurs des pays adhérents et candidats.

À titre de contribution au débat sur la situation de l'emploi actuelle et à venir à laquelle le marché du travail européen est exposé, la Fondation a présenté les résultats d'une étude de l'EIRO sur les travailleurs économiquement dépendants. À la demande du Parlement européen, la Fondation a mis en lumière sa recherche dans ce domaine au cours d'une séance sur les initiatives au niveau européen.

Le travail préparatoire a été entrepris pour l'enquête en entreprise sur le temps et la conciliation entre vie professionnelle et vie privée. Un rapport a été préparé sur les précédentes enquêtes en entreprise sur le temps, en mettant l'accent sur les questionnaires et méthodologies. Les informations de ce rapport ont servi de base à la procédure d'appel d'offres ouvert pour la réalisation de l'enquête, lancée à la fin de 2003.

Une nouvelle communication de la Fondation, basée sur des recherches antérieures dans le domaine des relations industrielles et sur des données de l'EIRO relatives aux partenaires sociaux et à l'insertion sociale, a été préparée au cours de l'année et devrait être publiée en 2004.

Activités de suivi et points forts en 2003

L'Observatoire européen des relations industrielles (EIRO)

La Fondation a continué d'étendre le réseau EIRO aux pays adhérents et candidats pour offrir une couverture plus complète des développements en matière de relations industrielles. La base de données des informations et analyses de l'EIRO a continué à être utilisée comme principale ressource d'information sur un vaste éventail de questions pour les travaux des partenaires sociaux et des gouvernements, de la Commission européenne, du Parlement européen, du CESE et d'autres organes européens.

En 2003, le rapport *Industrial relations developments in 2002*, publié conjointement avec la Commission, fournit des informations sur le dialogue social au niveau européen entre les organisations syndicales et patronales. Il souligne les principales initiatives législatives et autres activités pertinentes de l'année sur les relations industrielles dans l'UE. Il examine également les principaux développements sur le plan des relations industrielles en 2002. Les questions clés abordées par les conventions collectives sont examinées, notamment: salaire, temps de travail, sécurité de l'emploi, égalité des chances et diversité. Dans le contexte des événements politiques et économiques importants de chaque pays, le rapport examine les évolutions sur le plan législatif, les activités des partenaires sociaux, les actions syndicales, la participation des salariés, les nouvelles formes de travail et la formation professionnelle. Un chapitre thématique est consacré à la migration et aux relations industrielles.

En 2003, *EIROonline* a publié environ 260 articles sur les développements des relations industrielles dans les pays du réseau EIRO, ainsi que les études et documents suivants:

Synthèses comparatives

- La migration et les relations industrielles
- Heures supplémentaires en Europe
- Nouvelles technologies et respect de la vie privée sur le lieu de travail
- Règlement des conflits sociaux dans quatre pays d'Europe centrale et orientale
- Annualisation du temps de travail en Europe
- Relations industrielles dans l'industrie automobile

Mises à jour annuelles

- Évolution du temps de travail
- Évolution des salaires
- Évolutions en matière d'actions syndicales

Articles thématiques

- Implication des partenaires sociaux dans les plans d'action nationaux 2003
- Comités d'entreprise et autres structures de représentation et de participation des salariés sur le lieu de travail
- Mise en œuvre de la directive de l'UE établissant un cadre général en faveur de l'égalité de traitement
- Mise en œuvre de la directive de l'UE sur le détachement des travailleurs
- Les licenciements et leurs coûts

Relations industrielles dans l'UE, aux États-Unis et au Japon

L'EIRO a continué de compléter ses données comparatives grâce à sa collaboration avec l'université de Cornell (États-Unis) et le Japan Institute of Labour. Ce rapport examine l'évolution des relations industrielles en 2002 dans les trois principales économies mondiales – l'Union européenne, le Japon et les États-Unis – pour mettre en évidence certains des principaux domaines de divergence et de similitude. Il étudie plusieurs structures et processus importants et la façon dont des questions clés comme salaires et temps de travail ont été traitées. Il examine les politiques, les activités et les diverses mesures prises par les gouvernements, les partenaires sociaux et les entreprises pour traiter la question des restructurations d'entreprises. Les politiques et pratiques courantes concernant les nouvelles formes de travail et le télétravail sont également étudiées dans le but de partager l'expérience dans ce domaine. En novembre, un atelier s'est déroulé pour débattre des résultats de l'étude. Parmi les participants figuraient des experts des États-Unis et du Japon, ainsi que des parties prenantes, des partenaires sociaux, des représentants de gouvernement et des experts en relations industrielles de l'UE.

Glossaires sur l'emploi et les relations industrielles

Les glossaires constituent l'un des outils de suivi de l'unité Relations industrielles. D'ici la fin 2004, la Fondation aura

publié 15 volumes de l'édition internationale. La publication des glossaires, la base de données EMIRE, contenant la version électronique des glossaires, a été développée parallèlement. Une nouvelle phase du projet a été lancée en 2003, visant à:

- produire un volume UE qui inclurait la terminologie relative à l'emploi et aux relations industrielles,
- réaliser une étude méthodologique sur un ensemble de concepts communs concernant la situation de l'emploi et des relations industrielles dans les États membres, en vue de sa publication sous la forme d'un produit électronique.

La préparation du vaste glossaire au niveau de l'UE s'est effectuée au cours de 2003, et la publication est prévue pour 2004. L'objectif est d'offrir un ensemble de concepts et termes communs applicables à tous les pays de l'UE.



Comités d'entreprise européens

Depuis plusieurs années, la Fondation mène un certain nombre de projets en rapport avec les comités d'entreprises européens (CoEE), notamment en collectant, analysant, publiant et diffusant les accords signés en vertu des articles 6 et 13 de la directive sur les CoEE. Tout en conservant son approche tripartite, la Fondation a pour ambition, à travers ces tâches, d'aider les partenaires sociaux et les décideurs politiques à mettre en œuvre cette directive et à identifier les bonnes pratiques. Le projet actuel vise à étudier le fonctionnement des comités d'entreprise européens dans la pratique, en analysant les influences extérieures et en évaluant les relations entre les représentants des salariés et la direction, impliqués dans le CoEE, entre les représentants des salariés et les autres membres du personnel, ainsi que les relations existant au niveau de la direction des entreprises transnationales.

La qualité est primordiale: Relations industrielles

En 2003, des études de cas ont été réalisées dans 37 entreprises multinationales dotées d'un CoEE. Les entreprises ont été sélectionnées en fonction de leur siège social (pour des raisons liées à la législation) qui devait être situé dans l'un des cinq États membres (France, Allemagne, Italie, Suède et Royaume-Uni), et les entretiens ont eu lieu à la fois dans la société mère et dans une filiale implantée dans l'un des quatre autres pays. Un rapport analysant ces études de cas est désormais en préparation; il s'efforce d'identifier les interactions entre les différentes influences exercées sur les CoEE, leurs processus de fonctionnement et leurs résultats.

Participation financière

La Fondation a continué ses travaux sur la participation financière. Une première phase a débuté en 2001 et permis d'identifier les principales questions en matière de participation financière dans cinq pays: France, Allemagne, Pays-Bas, Portugal et Royaume-Uni. En 2003, la recherche a été entreprise sur trois autres pays: Belgique, Italie et Suède. Un rapport de synthèse regroupant les huit rapports nationaux sera publié en 2004. En mai 2003, la Fondation a également lancé une nouvelle phase du projet. Elle impliquera l'élaboration d'indicateurs qui permettront l'analyse comparative des politiques et pratiques nationales en matière de participation financière. Le projet examinera également les obstacles auxquels les PME se heurtent en ce qui concerne l'introduction de programmes de participation financière, ainsi que les mécanismes permettant d'augmenter la participation financière dans ces entreprises.

Qualité des relations industrielles dans le secteur public

En 2003 la Fondation a lancé une étude sur la qualité des relations de travail dans le secteur public, dans cinq pays: France, Finlande, Allemagne, Irlande et Italie. Le projet englobe une étude bibliographique des publications récentes, les conventions collectives, la législation et des documents publics, et s'inspire également des avis de spécialistes en matière de relations de travail au niveau des administrations gouvernementales locales.

Qualité des relations industrielles: indicateurs

Ce projet a pour objet d'améliorer la compréhension de la qualité des relations industrielles, en examinant des théories

sur les relations industrielles et en élaborant des indicateurs. La qualité reflète la volonté de défendre des normes minimales et aussi de promouvoir des normes plus strictes et d'assurer un partage plus équitable des progrès. Les indicateurs ont été classés en quatre catégories: indicateurs de contexte, indicateurs sur les acteurs, indicateurs de processus et indicateurs de résultat.

Le projet a ensuite élaboré les profils de pays et une autre analyse est prévue en 2004.

Contribution à l'élargissement

Dans le cadre des préparations à l'élargissement, l'EIRO a effectué une étude comparative sur le règlement des conflits sociaux dans quatre pays d'Europe centrale et orientale. L'étude observe la façon dont les conflits sociaux, tant individuels que collectifs, sont résolus dans quatre pays: Hongrie, Pologne, Slovaquie et Slovénie. Elle se penche également sur la réglementation des grèves dans ces pays et sur les récentes tendances en matière de grève et autres formes d'actions syndicales, notamment les manifestations.

Le projet de la Fondation sur le «Dialogue social et les mécanismes de résolution de conflits dans les pays adhérents» est le prolongement du projet sur le «Dialogue social et l'UEM dans les pays candidats», réalisé en 2002-2003. Le projet qui a été mené en coopération avec le Projet suédois sur l'élargissement européen et la vie au travail a été entrepris en Estonie, en Hongrie, à Malte, en Pologne et en Slovénie en 2003. Son objectif est de réunir employeurs, syndicats, gouvernements et chercheurs afin d'évaluer comment utiliser au mieux le dialogue social pour améliorer les mécanismes de résolution de conflits et trouver des solutions pacifiques aux conflits sociaux des pays adhérents. Les représentants de ces organisations ont participé à un atelier à Prague, en octobre 2003, où ils ont examiné les rapports nationaux et rédigé des projets sur les mécanismes de résolution de conflit dans leurs pays.



Focus

Migration et relations industrielles.

Cette étude comparative de l'EIRO révèle qu'avec 13 millions de ressortissants non nationaux dans l'UE, soit 3,4% de la population totale, l'immigration restera vraisemblablement un sujet important à l'avenir tant pour les gouvernements que pour les partenaires sociaux. Dans la plupart des pays, les migrants sont concentrés aux extrémités supérieure et inférieure du marché du travail. Les gouvernements développent de plus en plus une politique d'immigration contrôlée pour résoudre les pénuries de main-d'œuvre; ces dernières existant typiquement dans les extrémités du marché du travail, cette polarisation risque d'être encore plus marquée à l'avenir.

Bien que certains immigrés soient employés dans des postes hautement qualifiés (par exemple, au Royaume-Uni), la vaste majorité des migrants occupent des emplois faiblement qualifiés, surtout dans des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre tels que la restauration et le nettoyage. En Espagne, 28% des migrants occupent des emplois non qualifiés, contre 14% en moyenne pour la population nationale. En Italie et au Portugal, de nombreux migrants travaillent dans le bâtiment et la construction, et dans d'autres emplois manuels de l'industrie manufacturière. En Hongrie, le taux de travailleurs manuels est bien plus élevé parmi les étrangers titulaires d'un permis de travail, que parmi les ressortissants nationaux. La différence est encore plus importante pour les travailleurs manuels non qualifiés. Dans l'ensemble, les migrants sont plus susceptibles que la moyenne d'occuper des emplois de cols bleus et moins susceptibles d'occuper des emplois de cols blancs ou dans le secteur public. Certains domaines d'emploi gouvernemental/public restent largement fermés aux migrants dans des pays comme la France.

Bien que les avis des organisations patronales et syndicales sur la migration ne soient pas fondamentalement opposés, il convient néanmoins de signaler quelques différences significatives. Les employeurs et les organisations patronales soulignent généralement l'importance et les avantages de la liberté de circulation de la main-d'œuvre. Les syndicats sont plus réticents à l'égard de la migration. Bon nombre d'entre eux sont sceptiques vis-à-vis du discours des employeurs sur la libre circulation de la main-d'œuvre. Ils soulignent plutôt la nécessité d'améliorer la situation des migrants actuels, avec ou sans emploi.

Malgré de nombreux «cas de réussite», les migrants, sont en moyenne défavorisés par rapport aux ressortissants nationaux sur le plan des taux d'emploi et de chômage, des

types d'emploi et de contrat, et des conditions de rémunération et d'emploi/de travail. Il semble qu'une approche intégrée et la coopération avec les partenaires sociaux puissent, sinon garantir, du moins offrir le plus de chances de succès. La même remarque est sans doute vraie pour une approche décentralisée, soit au niveau régional soit au niveau de l'entreprise/du secteur.

Le dialogue et les consultations bipartites et tripartites sur les questions de la migration semblent être en place dans bon nombre de pays et dans certains cas jouent un rôle important. Toutefois, le sujet ne fait pas partie des priorités à l'ordre du jour des négociations collectives dans la plupart des pays, avec quelques exceptions notables dans des secteurs donnés, et plus généralement, au niveau intersectoriel dans certains pays. Dans des pays tels que la France, la Hongrie, le Luxembourg, la Pologne, le Portugal, la Slovaquie, la Slovénie et la Suède, les questions relatives aux travailleurs migrants sont abordées dans le cadre du dialogue bipartite et tripartite, et non dans des négociations collectives. Dans d'autres pays, l'approche varie, avec des accords à différents niveaux abordant de diverses manières un certain nombre de thèmes clés, principalement la non-discrimination/l'égalité de traitement fondée sur l'origine raciale ou ethnique, et l'intégration.

Au niveau intersectoriel, les partenaires sociaux belges ont conclu des accords sur l'égalité et la non-discrimination raciale, et sur une formation spéciale et des mesures sur l'emploi pour les groupes «à risques», y compris les migrants. L'égalité de traitement pour les migrants est un thème de coopération entre les salariés et la direction, au niveau de l'entreprise, instauré par un accord national au Danemark, tandis que les principales organisations de partenaires sociaux sont également parvenues à un accord sur l'intégration des migrants. La non-discrimination et l'égalité de traitement sont également abordées dans des accords intersectoriels en Grèce et en Irlande. La question plus restreinte de l'observation des conditions de travail des travailleurs migrants a été traitée par un accord central en Finlande. Dans la plupart des cas, de telles dispositions intersectorielles n'influencent pas les négociations sur la migration à des niveaux inférieurs.

Les pays où les travailleurs migrants font l'objet de la plus grande attention au niveau des négociations collectives sont probablement ceux où la question est traitée dans les accords sectoriels: Italie, Pays-Bas, Norvège et Espagne. La négociation au niveau de l'entreprise sur les questions de migration semble plutôt rare, avec quelques exceptions en Allemagne, en Italie, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni.

Événements clés

6-7 février

Quatrième forum mondial annuel sur l'équité salariale, Davos.

Conférence organisée par le *European Centre for Employee Ownership*. Christian Welz a fait une présentation intitulée *Views and policies of peak organisations concerning financial participation* (Opinions et politiques des organisations de pointe concernant la participation financière).

13-14 mars

Social dialogue seminar on gender equality, Bruxelles

Séminaire organisé conjointement par la CES, l'UNICE et la CEEP. Parmi les orateurs de la Fondation figuraient David Foden et Sabrina Tesoka.

28-29 mars

Strengthening the central and east European employee ownership network to promote financial participation of workers, (Renforcement du réseau d'actionariat salarié en Europe centrale et orientale pour promouvoir la participation financière des travailleurs), Brdo pri Kranju, Slovénie.

Conférence organisée par l'EFES. Christian Welz a fait une présentation intitulée *Views and policies of peak organisations concerning financial participation*.

12 -13 mai

Better work and life: Towards an inclusive and competitive enlarged Union, (Améliorer le travail et la vie: vers une Union européenne élargie, inclusive et compétitive), Alexandroupolis.

Conférence de la présidence de l'UE organisée conjointement avec le ministère grec du travail et des affaires sociales. Parmi les orateurs figuraient Raymond-Pierre Bodin, Stavroula Demetriades, Isabella Biletta, Robert Anderson et Pascal Paoli.

19 juin

Auditions publiques du Parlement européen sur les travailleurs économiquement dépendants, Bruxelles.

Orateur: Stavroula Demetriades.

29-31 octobre

Atelier sur le dialogue social et les mécanismes de résolution de conflit à Chypre, en République tchèque, en Lettonie, en Lituanie et en Slovaquie, Prague.

Atelier organisé par la Fondation. Orateurs: Willy Buschak, Timo Kauppinen et Christian Welz.

12-13 décembre

Conférence tripartite: Le droit à l'information et à la consultation en pratique dans une Union européenne élargie, Varsovie.

Organisée conjointement par le BIT et le ministère de l'économie, du travail et de la politique sociale de la Pologne. Orateurs de la Fondation: Stavroula Demetriades, David Foden et Camilla Galli da Bino.

2003 a été la première année opérationnelle complète pour l'Observatoire européen du changement (EMCC). Au cours de l'année, il a été amené à consolider son rôle en promouvant une approche positive et proactive de la prévision et de la gestion du changement pour les principaux acteurs économiques et sociaux, et s'est concentré sur deux grands objectifs.

Premièrement, soucieuse de faire de l'EMCC une ressource d'informations et de connaissances fiables et accessibles sur la prévision et la gestion des conséquences du changement, la Fondation a procédé à un remodelage majeur du portail de l'EMCC, en avril, visant à le rendre plus convivial et accessible. Un nombre significatif de documents et de sources de références ont également été publiés en ligne, parmi lesquels des résultats de recherches sur les secteurs de l'art graphique et des médias, de la pêche et des marchés financiers. Deux grands services d'information ont également été lancés: les dispositifs prévisionnels ERM (*European Restructuring Monitor*) et *Sector Futures*.

Deuxièmement, dans le cadre de sa mission de promotion du partage des connaissances sur l'anticipation et la gestion du changement à travers l'échange des pratiques, l'EMCC a organisé une série de quatre séminaires sur des questions transsectorielles. Ces séminaires ont permis de réunir des représentants des dirigeants et des salariés au niveau de l'entreprise, ainsi que d'autres experts, et de poser les fondements d'un réseau d'entreprises de l'EMCC. Deux ateliers sectoriels ont été axés sur les résultats de la recherche de l'EMCC et ont développé une approche commune d'élaboration de scénarios dans les secteurs. Des rapports résumant le contenu de ces manifestations ont été publiés sur le portail de l'EMCC.

Par ailleurs en 2003, l'EMCC a démarré un partenariat avec d'autres institutions et réseaux dans le but de promouvoir une approche proactive du changement industriel et de développer l'utilisation des ressources de l'EMCC. Dans ce contexte, il a lancé une étude destinée à identifier les pratiques des écoles de commerce dans le domaine de l'enseignement de la gestion du changement.

Suivi du changement en Europe

European restructuring monitor (ERM)

L'ERM a été lancé sur le portail de l'EMCC en mai. Cet outil de suivi, unique en son genre, fournit des informations sur les annonces de restructuration et leurs effets prévisibles sur l'emploi à travers l'analyse des revues et journaux financiers dans les 15 États membres de l'UE. Tous les cas de restructurations impliquant des entreprises de plus de 250 personnes et des pertes d'emploi d'au moins 10% des effectifs, sont consignés dans une base de données. Toutes les annonces de créations de poste découlant des restructurations d'entreprises y figurent également. La base de données facilite la compilation des statistiques sur les développements par pays, région, secteur et type de restructuration.

Le premier numéro de ERM *quarterly* a été publié en août. Cette communication trimestrielle fournit un aperçu des principaux résultats, ainsi qu'une interprétation des données collectées sur les trois derniers mois. Les statistiques comparent les activités de restructuration, en identifiant les pays et les secteurs les plus touchés. Chaque numéro met en lumière les développements dans un pays ou un secteur donné et présente des informations de fond sur deux grands cas de restructuration récents.

Sector Futures

Cet outil de suivi, publié pour la première fois en avril, est dédié à des études prévisionnelles sur douze mois pour plusieurs secteurs, parmi lesquels: l'industrie automobile, les textiles et le cuir, l'édition et les médias, les technologies de l'information, les services financiers, la santé et les services sociaux. La première rubrique fournit un aperçu de la situation du secteur en soulignant les tendances et les forces motrices qui détermineront son avenir. La seconde rubrique de la série est plus axée sur l'interprétation et l'analyse des perspectives du secteur, prenant en considération des questions concernant la croissance et la baisse de l'emploi, les compétences et la formation, l'organisation du travail, et les modèles d'emploi. La troisième rubrique est consacrée aux questions politiques clés pour l'avenir du secteur, en identifiant des alternatives et variantes politiques dans les sous-secteurs et régions de l'Europe. Cette publication fournit

également des références à des rapports politiques importants concernant les relations industrielles, les modèles d'emploi et les conditions et pratiques de travail dans le secteur. Sept numéros ont été publiés en 2003.

Dossiers EMCC

Les dossiers EMCC visent à promouvoir et à faciliter l'utilisation de la base de données de l'EMCC en fournissant des résumés complets sur un thème choisi, en présentant une sélection d'études et de données pertinentes de façon systématique. Une série de liens donne accès à un large éventail de précieux documents et sources d'information. Deux dossiers EMCC ont été publiés en 2003, l'un sur la crise de la sidérurgie et un autre sur les restructurations industrielles.

Études de recherche

Les tendances et moteurs du changement dans l'industrie automobile et l'industrie textile et du cuir.

Ces deux études fournissent une analyse et des données sur l'évolution des tendances et les moteurs du changement dans ces secteurs. Elles examinent aussi leur impact sur la compétitivité, l'organisation du travail, l'emploi, les compétences et qualifications et la collecte d'informations qualitatives sur des mesures prises par des entreprises dans ces secteurs.

Forums d'échange

Une série de séminaires s'est déroulée dans le cadre du réseau d'entreprises de l'EMCC.

13-14 mars

Managing business internationalisation, Bruxelles.

Le premier séminaire en 2003 a attiré 32 participants et les entreprises Deutsche Telekom (DE), WS 2 (IE), La Artística Productos Químicos (ES), If (SE) ont fait chacune une présentation.

15-16 avril

Responsible management – a total approach, Lyon.

Ce séminaire a été organisé en collaboration avec le Centre des jeunes dirigeants (CJD). Le CJD a présenté les

résultats d'une étude effectuée auprès de 400 de ses entreprises membres en 2002 dans le but d'identifier les pratiques des PME françaises en matière de responsabilité sociale. Cette présentation a été suivie de quatre études de cas: PR Agency Pohjoisranta (FI), Amazon PR (UK), Peduzzi Batiment (FR), MTTM (FR).

11-12 juin

Restructuring for growth and job creation, Stockholm.

25 participants d'entreprises du secteur privé, d'organisations de partenaires sociaux et de services gouvernementaux se sont réunis à Stockholm pour discuter de l'expérience des entreprises en matière de croissance de l'emploi et de création d'emplois, sous différentes perspectives. Le débat a également porté sur les obstacles à la croissance et sur les partenariats internes et externes nécessaires pour favoriser et maintenir la croissance des entreprises et la création d'emplois. Les quatre sociétés observées en détail étaient: ICM Logistik (SE); DINAC (FR); SAMOR International Group (IT); Novo-Nordisk (DK).

23-24 septembre

Business transformation: Which management models and leadership styles?, Madrid.

45 personnes ont participé au quatrième séminaire du réseau d'entreprises 2003 de l'EMCC accueilli par le Conseil économique et social espagnol, le centre national de liaison de la Fondation à Madrid. Les participants, de 10 États membres, provenaient de divers horizons: directeurs généraux de petites entreprises, représentants syndicaux, chercheurs et consultants, cadres supérieurs et directeurs des ressources humaines de grandes sociétés, d'envergure mondiale. Ces acteurs à l'expérience très diverse se sont consacrés au thème du leadership et de la culture dans la gestion du changement. Parmi les entreprises ayant fait l'objet d'études de cas figuraient: Union Fenosa (ES), DVV Insurance/Dexia Finance Group (BE), RATP (FR) et Aircoach (IE).

Deux ateliers d'élaboration de scénarios ont aussi été organisés en mettant tout particulièrement l'accent sur le niveau sectoriel

22-23 mai

Future stories: Using scenarios to anticipate change in the graphics and media sector, Dublin

Un groupe de travail s'est réuni pour discuter des techniques d'élaboration de scénarios dans le secteur des arts graphiques et des médias. Les participants provenaient du secteur public ou privé et d'associations professionnelles de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique, du Danemark, l'Espagne, de la Norvège, des Pays-Bas, et du Royaume-Uni. Des représentants du secteur de l'imprimerie, assurant des prestations de services pour des petites entreprises, ainsi que des représentants de l'édition, ont également assisté à cette manifestation. La Commission européenne était représentée par le service chargé du secteur bois, papier, imprimerie et édition de la DG Entreprises.

21-22 octobre

Funding the growth of enterprises, Bruxelles.

À l'aide des résultats de l'étude de l'EMCC et des scénarios, l'atelier a débattu de l'avenir du financement des entreprises en Europe avec des représentants de start-ups nouvelles ou récentes. (Voir «Focus» ci-dessous).



17 juin

Audition publique au Parlement européen, Bruxelles.

À la demande du Comité emploi et affaires sociales du Parlement européen, l'EMCC a co-organisé une audition publique sur la question des restructurations. Des experts ont fait une communication à titre d'introduction, suivie d'une présentation de deux cas de

restructuration, dont un cas concernant l'entreprise Telia Sonera (entreprise de télécommunication suédoise), et un cas régional au Nord de Milan: Falck (entreprise de sidérurgie dans le parc Nord Milan).

19-20 juin

Conférence conjointe: «Responsible restructuring», Dublin.

L'EMCC, avec l'aide du centre d'études de l'emploi et de l'université européenne du travail, a organisé une conférence impliquant des chercheurs, des experts et des acteurs économiques et sociaux de différents pays européens. La conférence a été axée sur les enseignements à tirer des expériences positives de l'impact des restructurations.

20-21 novembre

EFIEESC-CCIC «Industrial change in Europe: current situation, prospects and responsibilities», Bruxelles.

Cette conférence conjointe a eu pour objet de rassembler des connaissances sur les meilleures pratiques, d'identifier les perspectives de développement et d'évaluer les responsabilités des différents acteurs concernés par les mutations industrielles. Les discussions ont été articulées autour de trois sujets: les changements sectoriels dans les futurs États membres, les partenariats pour le développement et la planification des compétences.

24-25 novembre

EMCC/DG Enterprises - Anticipating change in Europe's printing industry, Bruxelles.

L'atelier a eu pour objet de présenter la méthodologie du scénario dans le contexte de la *Communication sur l'état de la compétitivité de la filière bois et de ses industries dérivées dans l'UE* en vue de valider des tendances et des forces motrices et de discuter de questions clés pour l'industrie de l'imprimerie.



Focus

Les marchés financiers et le financement des entreprises dans l'Union européenne: quel avenir?

Dans un projet de recherche 2002, l'EMCC a étudié un éventuel changement du modèle de financement des entreprises en Europe. Trois scénarios ont été élaborés qui examinent les moteurs du changement dans les années 90 et analysent l'impact des leviers actuels sur le système financier.

La finalité de cet atelier était d'encourager de jeunes entreprises à utiliser les scénarios d'anticipation du changement pour se préparer dès à présent aux mutations probables, par rapport à la fourniture de capitaux et à l'accès au financement externe.

Réunissant plus de 20 participants, y compris des dirigeants et propriétaires de start-ups et de PME de tous les secteurs, des experts en planification par scénarios, des représentants d'institutions financières, des experts/chercheurs spécialisés dans l'évolution du marché financier; des représentants du personnel et de syndicats d'entreprises et d'organisations sectorielles, l'atelier a instauré un débat sur l'avenir du financement des entreprises en Europe avec des représentants de start-ups nouvelles ou récentes. Les discussions ont porté essentiellement sur l'avenir.

- La structure du financement des entreprises dans l'UE est-elle en train de changer, et quelles en seraient les conséquences?
- Va-t-on se fier davantage aux marchés des capitaux, aux actions cotées en bourse et aux obligations, et moins recourir aux financements bancaires? En d'autres termes, la structure du financement des entreprises en Europe évolue-t-elle vers le modèle anglo-américain, où les institutions financières, notamment les banques, jouent un rôle plus restreint dans le financement des entreprises?

- Quelles implications une telle transition aurait-elle sur la façon dont les entreprises sont gérées en Europe, et sur leurs performances globales?
- Les entreprises ont-elles besoin de s'adapter à l'évolution de la situation et comment ce changement pourrait-il s'opérer?

L'atelier a examiné le financement en capitaux sous l'angle de l'offre, en introduisant trois scénarios développés par *London Economics*. La présentation était axée sur les moteurs du changement sur les marchés financiers dans les années 90 et ainsi que sur les leviers actuels. Elle fournit également des informations de fond sur les techniques d'élaboration de scénarios. Lors de séances de travail par groupes, les participants ont eu la possibilité de réagir aux différents scénarios, en identifiant les principaux problèmes et dilemmes auxquels il faudra faire face à l'avenir en matière de financement des entreprises.

L'atelier s'est ensuite intéressé aux capitaux sous l'angle de la demande, en considérant comment les entreprises avec des besoins en financement externe, sont susceptibles de réagir à l'évolution des stratégies et exigences de ceux qui proposent des capitaux. Des experts ont souligné les éventuels risques et opportunités pour les start-ups et PME en essor, découlant de l'évolution de l'offre.

Dans le cadre de sa stratégie pour améliorer la diffusion de son travail et en accroître l'utilisation, la Fondation a continué sa série de cahiers sur les thèmes identifiés comme des priorités dans le programme 2001-2004. Ces cahiers se basent sur les résultats de différents projets de la Fondation et s'inscrivent dans le contexte des objectifs de la politique communautaire actuelle. Un comité consultatif nommé par le conseil d'administration pour suivre chacun des cinq thèmes aide la Fondation à adapter ses produits aux besoins d'information des publics de la Fondation grâce à des conseils sur une sélection de sujets et la rédaction des cahiers.

Promotion d'un meilleur emploi

Une réunion du comité consultatif s'est tenue en mars 2003 et différentes propositions de cahiers de la Fondation ont été discutées. Parmi les thèmes de cahiers possibles à développer en 2004, on relève la promotion d'un meilleur emploi et la flexibilité mais aussi la promotion d'un meilleur emploi et les relations industrielles.

Renforcement de l'égalité des chances pour les hommes et les femmes

Le cahier de la Fondation intitulé *La qualité du travail et de l'emploi des femmes: instruments de changement* a été diffusé en 2003. Il aborde la persistance des différences entre les hommes et les femmes dans la participation au marché du travail en termes de taux d'emploi et de modalités de temps de travail, la ségrégation entre les sexes et les écarts de salaires et de revenus ainsi que la question de la conciliation entre vie professionnelle et familiale. Le travail de la Fondation dans ce domaine montre que les frontières traditionnelles s'estompent progressivement entre les conditions de vie et de travail et souligne aussi que l'approche intégrée impliquant les principaux acteurs sociaux au niveau de l'UE et national apporte une réelle valeur ajoutée. Deux réunions du comité consultatif se sont déroulées sur ce thème le 14 février et le 13 juin. Ces discussions ont donné lieu à un deuxième cahier, *Equal Opportunities in services of general interest (education, care and social services)* (Égalité des chances dans les services d'intérêt général (éducation, santé et services sociaux)) qui est en train d'être finalisé.

Gestion de la diversité

La seconde réunion du comité consultatif sur la gestion de la diversité s'est tenue le 6 juin. La préparation de deux cahiers a été discutée: *Valuing diversity, a contribution to social cohesion* (Valoriser la diversité, une contribution à la cohésion sociale) et *Managing diversity, a tool for better employment and competitiveness* (Gérer la diversité, un instrument pour améliorer l'emploi et la compétitivité). Il a été proposé de réunir les deux cahiers en vue d'une

Thèmes transversaux

publication possible en 2004 sous le titre *Building on diversity, a contribution to a better Europe* (Exploiter la diversité pour contribuer à une meilleure Europe).

Soutien pour l'insertion sociale

Des progrès ont été réalisés avec l'élaboration de trois cahiers sur ce thème. Le cahier de la Fondation intitulé *Insertion sociale – Partenariats locaux avec la société civile* a été publié en décembre. Il souligne l'importance stratégique et pratique de la société civile pour soutenir l'insertion sociale et étudie le rôle des partenariats locaux et régionaux. En se basant sur de vastes recherches de la Fondation dans ce domaine, le cahier suggère des lignes directrices pour aider les décideurs politiques à renforcer le rôle de la société civile dans une Union européenne élargie. Un projet de deuxième cahier sur l'insertion sociale et les partenaires sociaux a aussi été achevé. Le troisième cahier sur l'accès aux services publics sociaux et leur qualité est en cours d'élaboration.

Étude de l'utilisation du temps

Le premier cahier de la Fondation sur ce thème, *Le temps de travail en Europe: tendances et enjeux*, est en train d'être finalisé, alors qu'un second cahier sur les implications de la société en réseau 24h sur 24 est aussi en cours de préparation. Des réunions du comité consultatif pour discuter de ces projets se sont tenues le 20 mars et le 17 juin 2003.

responsibility towards society: A local perspective (La responsabilité des entreprises envers la société: une perspective locale) a étudié la question davantage du point de vue de la qualité de vie.

Enquête en entreprise sur le temps

Le travail réalisé dans le cadre de l'enquête en entreprise sur le temps de travail et la conciliation entre vie professionnelle et vie privée en 2003 a essentiellement été préparatoire. En premier lieu, un rapport a été commandé pour inventorier les anciennes enquêtes en entreprise, notamment celles traitant des questions de temps et celles menées à l'échelle internationale. L'objectif était d'examiner les méthodologies précédemment utilisées et d'identifier les questions relatives aux politiques sur le temps. L'enquête sera réalisée en 2004 dans les États membres actuels de l'UE. Elle sera menée au niveau de l'entreprise par le biais d'entretiens avec des directeurs des ressources humaines et, si possible, des représentants des salariés.

Projets transversaux

Responsabilité sociale des entreprises

En 2003, la Fondation a apporté une contribution concrète au débat sur la responsabilité sociale des entreprises (RSE) avec la publication du rapport *Vers une responsabilité sociale des entreprises durable*. Ce rapport était une synthèse de deux études, la première intitulée *La responsabilité sociale des entreprises et les conditions de travail* qui décrit des politiques d'entreprise intégrant la responsabilité sociale dans le domaine des conditions de travail et d'emploi. La restructuration et la sous-traitance sont deux des thèmes mis en évidence dans l'étude. Le second rapport, *Corporate*

En 2001 et 2002 la Fondation a lancé des activités de développement concernant «les migrations et la mobilité» et «les prévisions concernant la société de la connaissance». Les projets de développement sont essentiellement innovants, expérimentaux, exploratoires et orientés vers l'avenir. Chacun de ces projets était quasiment achevé fin de 2003. L'atelier final du projet sur «les prévisions concernant la société de la connaissance» se tiendra mi-2004 et le thème «migration et mobilité» a reçu des contributions d'un certain nombre de domaines d'activités de la Fondation. Les résultats de ces projets seront intégrés, le cas échéant, aux activités de la Fondation prévues au cours du prochain programme quadriennal 2005-2008.

Migration et mobilité

La migration, tant au sein de l'Union européenne qu'en provenance de pays tiers a atteint des niveaux sans précédents au cours de ces dernières années. Dans une étude comparative menée par la Fondation et intitulée *Migration and industrial relations* (Migration et relations industrielles) (EIRO, mai 2003), cette question a été examinée du point de vue de relations industrielles. Cette étude présente des informations sur les niveaux de migration et le nombre de travailleurs migrants, tout en étudiant leur situation sur le marché du travail et en matière d'emploi et en soulignant les principaux éléments des politiques gouvernementales et des législations dans ce domaine. Enfin, l'étude se penche sur les opinions et les activités des partenaires sociaux et examine dans quelle mesure les questions relatives aux migrations sont couvertes par les négociations collectives.

En novembre 2003, la Fondation a tenu un atelier qui a contribué au débat sur la mobilité et la migration dans l'UE, et notamment sur ses impacts sociaux et sur l'emploi. Il a souligné le fait que l'élargissement apporte une nouvelle dimension à la libre circulation des travailleurs au sein de l'UE. Il est difficile de prévoir précisément les migrations de l'Europe de l'Est vers l'Ouest: le volume possible, la distribution régionale et les formes de migration doivent être évalués. Mais selon l'analyse, il ne devrait pas y avoir de hausse spectaculaire de la migration et mobilité du fait de l'élargissement. En termes de professions et de secteurs, les couches supérieures et inférieures du marché du travail seront particulièrement affectées et des secteurs tels que la construction ou l'hôtellerie et la restauration le seront davantage que les autres. La recherche conclut qu'une grande partie des migrations sera de nature temporaire, et qu'on peut prévoir dans un temps relativement court une amélioration des conditions économiques et sociales dans les États membres. Une approche possible pourrait être d'instaurer des systèmes d'immigration contrôlée laissant une place prépondérante à l'intégration et la société interculturelle respectueuse de la diversité dans le cadre de valeurs essentielles communes.

D'autres perspectives ont été ouvertes par le projet de la Fondation sur la «Qualité de vie» qui a réalisé une analyse du sondage Eurobaromètre de la Commission européenne sur les pays candidats (printemps 2002), dont l'un des volets examinait les tendances migratoires dans une Europe élargie. Une série de questions sur les intentions des personnes d'immigrer dans l'UE, ont montré la faible probabilité d'une grande vague de travailleurs migrants. À peine 1% des personnes âgées de 15 ans et plus déclarait avoir la «ferme» intention d'immigrer dans l'UE des 15. Les taux les plus élevés ont été relevés parmi les jeunes et les personnes les plus instruites mais l'étude a conclu qu'une éventuelle fuite des cerveaux pourrait être compensée par une migration de «retour au pays» à mesure de la consolidation des économies des pays adhérents.

Les prévisions concernant la société de la connaissance

Le projet sur les prévisions concernant la société de la connaissance européenne (EUFORIA) comprenant des recherches, l'établissement de réseaux et des échanges d'informations et d'expertise avec des spécialistes de la société de la connaissance, les partenaires sociaux et les représentants des gouvernements des États membres. Le projet vise également à faire le lien avec le sixième programme-cadre de recherche 2002-2006 de la Commission européenne sur les prévisions, le programme de la DG Emploi et affaires sociales sur la société de la connaissance et la stratégie de Lisbonne pour analyser comment les prévisions sociales peuvent combler les lacunes entre la stratégie pour l'emploi du Conseil de Lisbonne et les prévisions technologiques.

Le projet EUFORIA a rempli tous les critères d'un projet de développement. Il était expérimental, exploratoire, innovant, axé sur le développement et sur l'avenir. Il a donné lieu à un manuel sur les prévisions concernant la société de la connaissance, une série de rapports nationaux sur la société de la connaissance (Finlande, Allemagne, Grèce, Irlande), un rapport de synthèse, une étude Delphi et un «Baromètre sur la société de la connaissance européenne». En outre, une série

de réunions ont été organisées et la cérémonie de clôture aura lieu en juin 2004 en collaboration avec le gouvernement irlandais lors de la conférence de la présidence de l'UE *Competitiveness – thinking and debating the future: shaping and aligning public policies* (Compétitivité – envisager et débattre de l'avenir: formuler et aligner les politiques publiques). Les résultats du projet seront présentés à cette conférence.



Une approche intégrée: Information et communication

La Fondation s'efforce d'intégrer à tous les projets de recherche une dimension d'information et de communication pour instaurer une communication régulière avec ses publics cibles dans le cadre d'une approche intégrée et planifiée. Il s'agit notamment de présentations, briefings, discours et activités avec la presse tant au niveau européen que national, y compris dans les pays adhérents et candidats. Dans ce contexte, le bureau de liaison de Bruxelles et les centres de liaison nationaux ont été des vecteurs de communication importants.

Le rôle de la Fondation en tant que plate-forme de débat a été stimulé avec une vaste gamme de conférences, séminaires et forums de débats organisés tout au long de l'année. Une évaluation des grandes conférences a été menée en 2002. Ceci a donné lieu à l'identification de nouveaux formats innovants de débats interactifs et participatifs qui sont désormais appliqués dans les conférences de la Fondation et manifestations similaires.

Par ailleurs, l'effort permanent pour garantir la plus haute qualité des produits de la Fondation s'est traduit par de nouvelles formes de produits tant sur l'internet que sous format papier. Une enquête auprès des utilisateurs du web a été menée avec un examen d'experts et un test de facilité d'utilisation. Un remaniement du site web qui sera achevé en 2004. Des rubriques supplémentaires ont aussi été ajoutées à la section *presse* de la Fondation, avec le doublement du nombre de journalistes sur la liste de diffusion. Les procédures d'assurance qualité pour les documents traduits ont été mises à jour et une évaluation de la politique de la Fondation en matière de traduction après l'élargissement a été établie.

Approche thématique

L'idée d'une approche plus thématique est de permettre à la Fondation de se concentrer sur la diffusion des recherches, analyses et résultats dans un domaine sur une certaine période – soulignant la contribution de la Fondation à l'intégration et au changement. Dans le cadre de l'Année européenne des personnes handicapées, «La diversité - un enjeu pour l'Europe» a été l'un des thèmes majeurs de 2003. «Ouvrir la voie à l'élargissement – échanger des expériences pour améliorer la vie et le travail» a mis en relief la campagne pour présenter et diffuser le travail de la Fondation dans les pays adhérents et candidats qui a débuté en 2003 et se poursuivra en 2004. Les activités de diffusion ont également été axées sur la promotion des activités de l'Observatoire européen du changement et l'étude des possibilités de promouvoir les informations de la Fondation au sujet de la recherche dans ce domaine.

Amélioration du ciblage

La visibilité et l'impact des recherches de la Fondation sur l'élaboration de politiques au niveau de l'UE ont été renforcés grâce aux activités du bureau de liaison de Bruxelles. Plus particulièrement, l'importance de ce bureau a été mise en évidence par l'organisation d'événements conjoints (auditions publiques au Parlement européen et conférence conjointe avec le comité économique et social sur le changement industriel) ainsi que la promotion ciblée des recherches et résultats de la Fondation auprès des différents acteurs du processus législatif de l'UE. On a pu relever des références aux rapports de la Fondation dans des résolutions du Parlement européen, des avis du CESE et dans des communications et rapports de la Commission européenne sur des thèmes tels que les comités d'entreprise européens, la participation financière, l'immigration et l'emploi, le changement industriel et le rapport de la task-force européenne pour l'emploi, ce qui constitue une contribution majeure au Conseil européen du printemps 2004. La coopération s'est renforcée entre la Fondation et les organisations représentatives de la société civile et du dialogue social sectoriel en raison principalement du suivi

actif par le bureau de liaison de Bruxelles de l'agenda politique de ces partenaires.

Sept centres de liaison nationaux ont été établis et ont été pleinement opérationnels au cours de l'année 2003 en Autriche, en Belgique, en Espagne, en France, en Italie, aux Pays-Bas et en Suède. Leur contribution à la stratégie de la Fondation en matière d'informations comprend:

- des informations concises sur le travail de la Fondation dans la langue appropriée transmises par le web, par courrier électronique ou par les bulletins d'informations ou magazines,
- l'identification des besoins des principaux groupes cibles dans chaque pays conduisant à 3 000 nouveaux contacts,
- des rapports sur les activités nationales liées aux domaines de recherche de la Fondation garantissant ainsi un contexte réel aux activités d'information de la Fondation,
- l'identification de moyens d'atteindre des sous-groupes cibles, dont la presse,
- l'organisation de séminaires nationaux sur des thèmes pertinents et distribution des documents de la Fondation. Environ 4 400 publications ont été distribuées de cette manière.

Supports de messages

Efforts communautaires

La collaboration s'est accrue au niveau de l'UE. Deux conférences se sont déroulées conjointement avec le Comité Économique et Social Européen, et une audition a été organisée en coopération avec le Parlement européen sur les restructurations industrielles. Par ailleurs, la Fondation a été invitée à plusieurs débats à la Commission et a participé à deux auditions du Parlement sur la migration et les travailleurs économiquement dépendants.

Priorités de la présidence

Les efforts pour renforcer la collaboration avec les présidences de l'UE se sont poursuivis. Deux conférences

conjointes ont été organisées au cours des présidences grecque et italienne de l'UE. «Better Work – Better Life» (Améliorer le travail et la vie) était le thème de la conférence qui s'est tenue en mai. Une conférence conjointe sur «la maladie et l'insertion» s'est déroulée à Reggio de Calabre en novembre dans le cadre de la présidence italienne de l'UE. Les préparatifs de la présidence irlandaise en 2004 ont débuté avec une invitation à participer au Forum irlandais sur les lieux de travail du futur.

Élargissement

Le rapport *Conditions de travail dans les pays adhérents et candidats* a été lancé en même temps que la première réunion du conseil d'administration à laquelle participaient des observateurs des nouveaux États membres et qui a eu lieu en octobre. Les médias des pays adhérents et irlandais avaient également été invités.

Impact de l'information

Au total, la Fondation a organisé ou co-organisé 36 conférences et séminaires, et a participé à 97 événements extérieurs. Elle a aussi organisé sept grandes expositions.

Activités sur le site web

Le site web de la Fondation, *Eurofound*, a progressivement pris de l'ampleur, avec une augmentation de 89% du nombre de sessions utilisateurs depuis 2002; au total, plus de 1,5 millions de sessions sur l'année. Par ailleurs, neuf personnes sur dix qui ont participé à l'enquête menée auprès des utilisateurs déclaraient être satisfaites ou très satisfaites de la qualité globale du site.

L'enquête auprès des utilisateurs faisait partie d'une évaluation d'*Eurofound* comprenant également une consultation d'experts ainsi qu'un test de convivialité. Cet exercice a fourni de précieuses informations qui contribueront aux améliorations du site au cours des prochaines années, en soulignant notamment la nécessité d'une structure plus cohérente, une vision plus dynamique et un moteur de recherche plus performant. La Fondation a aussi étudié comment mieux présenter davantage d'informations sectorielles et quelques propositions seront mises en œuvre en 2004.

La partie du site consacrée aux conditions de travail a été remodelée pour devenir l'Observatoire européen des conditions de travail, avec un lancement officiel en février 2004. Des préparatifs ont aussi commencé pour présenter l'étude sur les conditions de vie et sa base de données en 2004.

*EIRO*Online, l'Observatoire des relations industrielles, a également connu une hausse impressionnante, de 77%, des sessions utilisateurs en 2003, avec presque deux millions de sessions utilisateurs. Le réseau de l'EIRO comprend désormais 26 centres nationaux, y compris dans les nouveaux États membres et en Norvège ainsi qu'un centre européen.

La page d'accueil du site de l'Observatoire européen du changement (EMCC) a été remaniée pour mettre en relief l'étendue et la fréquence de la documentation disponible et intégrer le *European Restructuring Monitor* (outil de veille sur les restructurations d'entreprises) – une synthèse trimestrielle des actualités et des analyses sur les restructurations en Europe. Le site a enregistré un chiffre prometteur de 49 459 sessions utilisateurs dans sa première année complète de fonctionnement.

Publications – quantité moindre mais qualité supérieure

En 2003, un total de 91 titres en langue d'origine ont été publiés contre 106 en 2002. Ce chiffre reflète la stratégie actuelle de la Fondation pour moins de produits imprimés mais de haute qualité, tout en fournissant une vaste gamme de produits sur l'internet.

Le système d'information a été amélioré pour devenir plus intégré. Au moment de la publication d'une nouvelle recherche, des pages web présentent un résumé des résultats et fournissent un lien vers le rapport principal. Un article dans *Communiqué* avise également 15 000 lecteurs de la nouvelle publication.

Un nouveau type de produit a été instauré présentant les résultats de recherche sur une feuille recto verso. Ces fiches d'information de présentation claire et simple donnent accès à

d'autres informations figurant dans les rapports de recherche publiés sur le web. Elles sont aussi des documents facilement accessibles lors des séminaires et expositions. Les fiches d'informations sont traduites dans toutes les langues officielles de l'UE.

La dimension multilingue de la Fondation a atteint un nouveau palier avec le passage de 15 à 21 langues officielles. Compte tenu des restrictions budgétaires, la Fondation s'est engagée à fournir un résumé des résultats des recherches ainsi que tous les documents maison dans les 21 langues. Les rapports concernant les pays adhérents et candidats ont été traduits dans leurs langues.

Quelque 44 rapports (63 en comptant les traductions) ont été publiés, dont 30 (50 en comptant les traductions) exclusivement sur l'internet. Quelque huit (13) résumés web de rapports individuels ont été réalisés et 8 fiches d'informations ont été publiées. Un cahier de la Fondation a aussi été produit. Six numéros du bulletin d'information de la Fondation, *Communiqué*, et de *EIRO*Observer sont parus en 2003. En tenant compte de tous les rapports et des documents sous format papier et internet, on atteint 262 documents (91 titres originaux et 172 traductions).

Toutes les publications de la Fondation peuvent être téléchargées gratuitement.

Ciblage des médias européens et nationaux

En 2003, les activités de la Fondation avec la presse ont cherché à positionner la Fondation en tant que principale source de connaissances, d'analyses et de données pour les journalistes du domaine socioéconomique au niveau national et européen. La collaboration accrue avec les services de presse du Parlement européen, de la Commission européenne et du Comité économique et social européen s'est traduite par des contacts réguliers avec des correspondants de l'UE à Bruxelles. Le renforcement de la collaboration avec les centres de liaison nationaux de la Fondation a aussi contribué à placer les recherches de la Fondation au cœur des débats nationaux et à étoffer la base de contacts de journalistes.

Suivi des activités médiatiques

Quelque 150 coupures de presse ont été produites au cours de l'année à la suite de 23 activités destinées à la presse au niveau européen. Il s'agissait principalement de rapports et d'articles à la une dans les principaux quotidiens européens ainsi que des analyses et éditoriaux dans les magazines hebdomadaires et mensuels. Par ailleurs, 12 activités de presse ciblées au niveau national ont aussi donné lieu à plus de 50 coupures de presse. Les résultats et analyses de la Fondation ont également été rapportés à la télévision et à la radio. Un nouveau système de veille médiatique concernant les rapports et les articles dans les journaux, les magazines, à la télévision et à la radio dans les 25 États membres et pays adhérents a été mis en place.

Pour faciliter l'accès à toutes les informations de la Fondation, de nouvelles rubriques telles que les notes contextuelles et les citations relatives à chaque activité de *presse*, ont été introduites dans la section presse de la Fondation. Le nombre de journalistes inscrits au système d'alertes électroniques pour les actualités de la Fondation a doublé pendant l'année, atteignant 1 600 journalistes. Les demandes émanant de journalistes sont restées stables par rapport à l'année 2002, avec une demande par jour en moyenne.

La formation sur les médias dispensée au personnel de la Fondation a aussi été organisée pour mieux connaître et comprendre les besoins et les exigences des journalistes.

Forum pour l'avenir

Le Forum de la Fondation a été lancé en 2002 pour réunir régulièrement les acteurs et théoriciens du domaine de la politique sociale. Cet événement se déroule tous les deux ans, en alternance avec des réunions préparatoires. En 2003, un débat d'experts organisé à Ljubljana, en Slovénie, sur les conditions de vie et de travail en 2010. L'objectif de cette réunion était double: contribuer au programme quadriennal à venir et préparer un thème pour le Forum 2004. Les discussions ont posé un certain nombre de pierres qui devront

être assemblées dans l'édifice thématique du prochain Forum qui aura lieu à Dublin en novembre 2004.

L'éducation comme vecteur de communication

Le dernier séminaire d'une série de réunions conjointes organisées entre l'Académie syndicale européenne (ASE), l'ETUI et la Fondation s'est tenu à la Fondation du 6 au 9 mars. Cette manifestation, axée sur l'utilisation de l'internet comme outil d'informations sur les relations industrielles, a marqué la fin d'une collaboration de plusieurs années car la Fondation laisse le séminaire aux mains expertes de l'ASE pour les années à venir.

En 2003, la Fondation a mené une étude de faisabilité sur une série de séminaires destinés à échanger des expériences sur les questions sociales européennes pour les acteurs impliqués au niveau national dans les États membres.

Visites à la Fondation

En 2002, le nombre de visites à la Fondation a légèrement diminué: 66 groupes contre 69 l'année précédente. En revanche, les visiteurs ont passé davantage de temps à la Fondation et le nombre de visites des pays adhérents et candidats est assez important. Toutes les parties intéressées et groupes cibles de la Fondation ont été représentés dans les visites. Environ un quart des groupes provenaient d'institutions européennes ou de ministères, alors qu'un groupe sur trois était composé de partenaires sociaux et de représentants des gouvernements. Environ un groupe sur douze représentait les médias et un sur vingt provenait d'une organisation non gouvernementale.

Nouveautés au centre d'information

Pour mener à bien sa fonction d'aider la Fondation à réaliser et diffuser ses activités, le centre d'information a fait l'acquisition de 500 nouveaux titres. Ceux-ci comprennent des publications essentielles dans tous les domaines de travail en plus de la collection existante de 120 journaux disponibles sous format papier ou sur l'internet. La bibliothèque représente une source vitale d'informations pour le personnel et joue un rôle majeur pour les visiteurs. La rénovation qui a été effectuée au cours de l'année a permis de libérer de

l'espace dans la bibliothèque afin que chacun puisse consulter aisément les ressources imprimées et en ligne. Le centre d'information a reçu un total de 565 demandes au cours de 2003.

Contrôle de la qualité

La fonction éditoriale a été renforcée en 2003 suite à l'embauche d'un nouveau rédacteur en chef. Une équipe éditoriale a été créée et chaque support d'information suit un processus strict d'édition et de production avant d'être publié. Le flux de travail interne a également été amélioré grâce à la mise en place d'un système de traçabilité des produits basé sur le web.

Le processus d'assurance qualité des traductions a été mis à jour en 2003. La décision a été prise d'établir un réseau de personnes expérimentées sur les questions de terminologie et de révision afin de garantir en permanence une qualité élevée des traductions. Le réseau sera mis en place en 2004.

Un module d'évaluation des conférences a été développé et deviendra opérationnel en 2004. Les politiques concernant la préparation des conférences et les procédures ont été actualisées.

En 2003, les initiatives relatives à l'information et la communication se sont de plus en plus inscrites dans chacun des projets et programmes de recherche. En 2004, une approche encore plus intégrée de la communication sera appliquée sur une base thématique dans le cadre d'un effort constant d'améliorer la visibilité de la Fondation auprès de ses publics cibles.

Annexe 1

Budget de la Fondation 2003

1. Résumé

	%
Recherche	57
Information et diffusion	20
Traduction	5
Administration	18

2. Analyse de dépenses (basée sur les paiements et les reports de 2003)

	Activité									
	Recherche		Information et diffusion		Traduction		Administration		Total	
	'000 €	%	'000 €	%	'000 €	%	'000 €	%	'000 €	%
Personnel	4,325	48	1,701	19	388	4	2,623	29	9,037	54
Administration	554	46	239	20	60	5	339	28	1,192	7
Opérations	4,714	72	1,396	21	440	7	0	0	6,550	39
Total	9,593	57	3,336	20	888	5	2,962	18	16,779	100

3. Effectifs

	Recherche	Information et diffusion	Traduction	Administration	Total
Grade A	16	6	2	5	29
Grade B	8	4	0	6	18
Grade C	10	7	1	10	28
Grade D	0	0	0	1	1
Total	34	17	3	22	76

Annexe 2

Conseil d'administration (au 31 décembre 2003)

Membres du Bureau

Groupe des gouvernements

Vice-président du conseil d'administration
Marc Boisnel, Ministère des affaires sociales,
de l'emploi et de la solidarité

Suppléant

Kees J. Vos, Ministerie van Sociale Zaken
en Werkgelegenheid

Groupe des employeurs

Vice-président du conseil d'administration
Jan Willem Van den Braak, Confédération de l'industrie
et des employeurs des Pays-Bas (VNO-NCW)

Groupe des travailleurs

Présidente du conseil d'administration
Marjaana Valkonen, Organisation centrale
des syndicats finnois (SAK)

Commission européenne

Vice-président du conseil d'administration
Bernhard Jansen, DG Emploi et affaires sociales

Représentants de la Commission européenne

Membres

Bernhard Jansen, DG Emploi et affaires sociales
Ylva Tiveus, DG Environnement
Andrew Sors, DG Recherche

Suppléants

Jackie Morin, DG Emploi et affaires sociales
Klaus Schnuer, DG Environnement
Ronan O'Brien, DG Recherche

Coordinateurs

Groupe des employeurs

Membre

Natascha Waltke, Union des confédérations de l'industrie et
des employeurs d'Europe (UNICE)

Suppléants

Bernard Le Marchand, European Federation of
Medium-Sized and Major Retailers (FEMGED)

Groupe des travailleurs

Membre

Walter Cerfeda, Confédération européenne des syndicats
(CES)

Suppléante

Sinéad Tiernan, Confédération européenne des syndicats
(CES)

Observateurs représentant l'AELE aux réunions de la Fondation

Gouvernement

Hanna Sigrídur Gunnsteinsdóttir, Ministère des affaires
sociales, Islande

Employeurs

Dagfinn Malnes, NHO (Confédération norvégienne
du commerce et de l'industrie)

Travailleurs

Antony Kallevig, LO (Confédération norvégienne
des syndicats)

Annexe 2

Conseil d'administration

Pays	Représentants des gouvernements		Représentants des organisations d'employeurs		Représentants des organisations de travailleurs	
	Membre	Suppléant	Membre	Suppléant	Membre	Suppléant
Allemagne	Andreas Horst Bundesministerium für Wirtschaft und Arbeit	Eva Högl Bundesministerium für Wirtschaft und Arbeit	Rainer Schmidt-Rudloff Bundesvereinigung der Deutschen Arbeitgeberverbände (BDA)	Renate Hornung-Draus Bundesvereinigung der Deutschen Arbeitgeberverbände (BDA)	Dieter Pougin Deutscher Gewerkschaftsbund Bundesvorstand (DGB)	Reinhard Dombre Deutscher Gewerkschaftsbund Bundesvorstand (DGB)
Autriche	Andreas Schaller Bundesministerium für soziale Sicherheit und Generationen	Birgit Stimmer Bundesministerium für Arbeit, Gesundheit und Soziales	Heinrich Brauner Industriellen Vereinigung (IV)	Christoph Parak Verband der Öffentlichen Wirtschaft und Gemeinwirtschaft Österreichs (VÖWG)	Renate Czeskleba Österreichischer Gewerkschaftsbund (ÖGB)	<i>Nomination en instance</i>
Belgique	Michel De Gols Ministère de l'emploi et du travail	Luc Van Hamme Ministère de l'emploi et du travail	Roland Waeyaert Union des entrepreneurs indépendants (UNIZO)	Arnaut de Koster Fédération des entreprises de Belgique (FEB-VBO)	Herman Fonck Confédération des syndicats chrétiens (ACV/CSC)	<i>Nomination en instance</i>
Danemark	Peter Nedergaard Ministère de l'Emploi	Dorthe Preuss * Ministère de l'Emploi	Henriette Bennicke Confédération des employeurs danois (DA)	Nils J Andreassen Confédération des associations d'employeurs agricoles (SALA)	Annette Bendixen Confédération des travailleurs salariés et des fonctionnaires (FTF)	Niels Sørensen Confédération danoise des syndicats (LO)
Espagne	Pilar González Bayo* Ministerio de Trabajo y Asuntos Sociales	Carmen Briones Gonzalez Ministerio de Trabajo y Asuntos Sociales	Maria Angeles Asenjo Dorado Confederación Nacional de la Construcción (CNC)	Rosario Escolar Polo Sociedad estatal de participaciones industriales (SEPI)	Rosario Morillo Confederación sindical de Comisiones Obreras (CC.OO)	Iñigo Sagarna Odriozola Solidarité des travailleurs basques (ELA-STV)
Finlande	Matti Salmenperä Ministère du travail	Tuomo Alasoini Ministère du travail	Tapani Saukkonen Confédération de l'industrie et des employeurs finnois (TT)	Martti Virtanen Confédération des industries des services (PT)	Marjaana Valkonen Organisation centrale des syndicats finnois (SAK)	Leila Kurki Confédération finlandaise des travailleurs salariés (STTK)
France	Marc Boisnel Ministère des affaires sociales, de l'emploi et de la solidarité	Robert Mounier-Vehier Ministère des affaires sociales, de l'emploi et de la solidarité	Florence Cordier Electricité de France – Gaz de France (EDF-GDF)	Emmanuel Julien Mouvement des entreprises de France (MEDEF)	Jean Vanoye* Confédération française démocratique du travail (CFDT)	Michel Decayeux Confédération générale du travail-Force Ouvrière (CGT –FO)

Pays	Représentants des gouvernements		Représentants des organisations d'employeurs		Représentants des organisations de travailleurs	
	Membre	Suppléant	Membre	Suppléant	Membre	Suppléant
Grèce	Dimitrios Tangas Ministère du travail et de la sécurité sociale	Manolis Mylonas Ministère du travail et de la sécurité sociale	Eugenia Tsoumani-Spentza Fédération des industries grecques (SEB)	Elias Tsamoussopoulos Fédération des industries grecques (SEB)	Alexandros Kalyvis Confédération générale du travail grec (GSEE)	Dimitrios Moshogiannis Confédération générale du travail grec (GSEE)
Irlande	William Jestin Department of Enterprise and Employment	John Kelleher Department of the Environment and Local Government	Dermot Killen Smurfit Ireland	Gavin Marié Irish Business and Employers Confederation (IBEC)	Rosheen Callender Services Industrial, Professional and Technical Union (SIPTU)	Liam Berney Irish Congress of Trade Unions (ICTU)
Italie	<i>Nomination en instance</i>	Michele Tiraboschi Université de Modena et Reggio Emilia	Carlo Terraneo Confédération générale de l'industrie italienne (Confindustria)	Stefania Rossi Confédération générale de l'industrie italienne (Confindustria)	Giulia Barbucci* Confederazione Generale italiana del lavoro (CGIL)	Angelo Masetti Unione italiana del lavoro (UIL)
Luxembourg	Nadine Welter Ministère du travail et de l'emploi	Paul Weber Inspection du travail et des mines (ITM)	Nicolas Welsch Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois	Georges Santer Fédération des Industriels Luxembourgeois (FEDIL)	René Pizzaferrri Confédération Syndicale Indépendante du Luxembourg (OGB-L)	Nicolas Hoffmann Confédération des syndicats chrétiens du Luxembourg (LCGB)
Pays-Bas	Kees Vos Ministerie van Sociale Zaken en Werkgelegenheid	Martin Blomsma Ministerie van Sociale Zaken en Werkgelegenheid	Jan Willem van den Braak Confédération de l'industrie et des employeurs des Pays-Bas (VNO-NCW)	Gerard A M van der Grind Confédération néerlandaise de l'agriculture et de l'horticulture (LTO Nederland)	Erik Pentenga Fédération des syndicats néerlandais (FNV)	Arie Woltmeijer Christelijk Nationaal Vakverbond (CNV)
Portugal	João Veiga Moura Instituto de Desenvolvimento e Inspeção das Condições de Trabalho (IDICT)	Fernanda Santiago Ministério do Ambiente	Alexandra Costa Artur Centro de Formação profissional para o Comércio e Afins (CECOA)	Luis Ferrero Morales Associação Industrial Portuguesa (AIP)	Joaquim Dionisio Confederação Geral dos Trabalhadores portugueses (CGTP)	João de Deus Gomes Pires União Geral de Trabalhadores (UGT)
Royaume Uni	George Clark Department for Work and Pensions	Anthony R Martin Department for Work and Pensions	James Fothergill Confederation of British Industry (CBI)	Neil Bentley Confederation of British Industry (CBI)	Richard Exell Trade Union Congress (TUC)	Peter Coldrick* Trade Union Congress (TUC)
Suède	Inger Ohlsson Arbetslivsinstitutet (Institut national pour la vie professionnelle)	Gunilla Malmborg Ministère des affaires sociales	Marie-Louise Thorsén-Lind Confédération des entreprises suédoises	Sverker Rudeberg Confédération des entreprises suédoises	Mats Essemyr Confédération suédoise des travailleurs professionnels (TCO)	Sten Gellerstedt Confédération des syndicats suédois (LO)

*à confirmer

Annexe 3

Comité d'experts (au 31 décembre 2003)

Le mandat des membres du Comité d'experts a expiré en octobre 2002. En attendant la rédaction du nouveau mandat de la Fondation qui prendra en considération l'élargissement de l'UE (lequel est en cours et doit entrer en vigueur en 2004), aucune nouvelle nomination n'est prévue avant cette date. Le Comité ne comportait donc aucun membre en 2003.

Annexe 4

Personnel de la Fondation (au 31 décembre 2003)

Direction

Willy Buschak, Directeur faisant fonction
Wendy O Conghaile, Conseillère à la direction
Barry O'Shea, Conseiller à la direction *
Sylvie Jacquet, Responsable du Bureau de liaison de Bruxelles
Cécile Deneys
Annick Menzies

Administration

Terry Sheehan, Chef de section
Sarah Hayes
Eleanor Smiley (T)

Finances

Linda Byrne
Jennifer Corcoran (T)
Jean-Christophe Gayrand
Leontine Mastenbroek
Marika Ylitolva

Services généraux

Michael Cosgrave
Kay Flynn (T)
Alexandra Gryparis
Ewan Hogan

Technologies de l'information et de la communication

Gloria Nistal, Chef de section

Unité soutien et opérationnel

Said El Aroussi
Brian Gorman (T)
Jim Halpenny
Louise Shanley

Unité technologies du web

Stephan Jaeger
Barbara Schmidt

Information et communications

Elisabeth Lagerlöf, Chef de section
Måns Mårtensson
Antonella Pirami
Michael Wimmer**

Gestion du contenu et diffusion

Mattanja de Boer, Chef de programme
Martin Flynn
Sean Griffin
Philip Ireland
Mary McCaughey
Chrysanthe Moschonaki
Fiona Murray
Hilary O'Donoghue
Colm O'Neill
Karin Teeuwen
Jan Vandamme

Affaires publiques

Brid Nolan, Chef de programme
Sophie Flynn (T)
Elisabeth Gouilleux-Cahill
Doris Hirschfeld

Services linguistiques

Clare Deasley (T)
Cristina Frawley
Brigitte Mariacher
Maria Santos

Ressources humaines

Raymond Comerford, Chef de section
Heather Brown
Aoife Caomhánach
Matías Linder

Annexe 4

Personnel de la Fondation

Soutien opérationnel

Eberhard Köhler, Chef de section
Martine Deasy
Agnes Geraghty (T)
Patricia Kingston
Bernadette Lovatt
Ann McDonald
Mary McNeice

Recherche

Relations industrielles

Stavroula Demetriades, Coordinatrice
Isabella Biletta**
Maria Byrne (T)
Maria Cuesta
Camilla Galli da Bino
David Foden
Timo Kauppinen
Marina Patriarka
Sylvaine Recorbet
Christian Welz

Conditions de vie

Robert Anderson, Coordinateur
Javier Bernier (T)
Bianca Bottoni**
Philippe Bronchain
Sarah Farrell
Inma Kinsella
Hubert Krieger
Henrik Litske
Teresa Renehan

Conditions de travail

Agnès Parent-Thirion, Coordinatrice
Roseanna Creamer
Christine Gollin
Bernard Housset**
John Hurley
Sophia MacGoris
Jean-Michel Miller
Juhani Pekkola**
Sabrina Tesoka
Greet Vermeulen

Observatoire européen du changement (EMCC)

Jacques Terrenoire, Coordinateur (T)
Gregorio de Castro
Catherine Cerf
Barbara Gerstenberger
Janet Smith

(T) = Personnel temporaire

* en détachement de la Commission européenne

** expert national détaché

Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail

Rapport annuel 2003

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes

2004 – 42 p. – 21 x 29,7 cm

ISBN 92-897-0257-5

ISSN 1016-5649

Venta • Salg • Verkauf • Πωλήσεις • Sales • Vente • Vendita • Verkoop • Venda • Myynti • Försäljning
<http://eur-op.eu.int/general/en/s-ad.htm>

BELGIQUE/BELGIË

Jean De Lannoy

Avenue du Roi 202/Koningslaan 202
B-1190 Bruxelles/Brussel
Tél. (32-2) 538 43 08
Fax (32-2) 538 08 41
E-mail: jean.de.lannoy@infoboard.be
URL: <http://www.jean-de-lannoy.be>

**La librairie européenne/
De Europese Boekhandel**

Rue de la Loi 244/Wetstraat 244
B-1040 Bruxelles/Brussel
Tél. (32-2) 295 26 39
Fax (32-2) 735 08 60
E-mail: mail@libeurop.be
URL: <http://www.libeurop.be>

Moniteur belge/Belgisch Staatsblad

Rue de Louvain 40-42/Leuvenseweg 40-42
B-1000 Bruxelles/Brussel
Tél. (32-2) 552 22 11
Fax (32-2) 511 01 84
E-mail: eusaales@just.fgov.be

DANMARK

J. H. Schultz Information A/S

Herstedvang 12
DK-2620 Albertslund
Tlf. (45) 43 63 23 00
Fax (45) 43 63 19 69
E-mail: schultz@schultz.dk
URL: <http://www.schultz.dk>

DEUTSCHLAND

Bundesanzeiger Verlag GmbH

Vertriebsabteilung
Amsterdamer Straße 192
D-50735 Köln
Tél. (49-221) 97 66 80
Fax (49-221) 97 66 82 78
E-Mail: vertrieb@bundesanzeiger.de
URL: <http://www.bundesanzeiger.de>

ΕΛΛΑΔΑ/GREECE

G. C. Eleftheroudakis SA

International Bookstore
Panepistimiou 17
GR-10564 Athina
Tel. (30-1) 331 41 80/12/3/4/5
Fax (30-1) 325 84 99
E-mail: elebooks@netor.gr
URL: <http://www.hellasnet.gr>

ESPAÑA

Boletín Oficial del Estado

Trafalgar, 27
E-28071 Madrid
Tel. (34) 915 38 21 11 (libros)
913 84 17 15 (suscripción)
Fax (34) 915 38 21 21 (libros),
913 84 17 14 (suscripción)
E-mail: clientes@com.boe.es
URL: <http://www.boe.es>

Mundi Prensa Libros, SA

Castelló, 37
E-28001 Madrid
Tel. (34) 914 36 37 00
Fax (34) 915 75 39 98
E-mail: libreria@mundiprensa.es
URL: <http://www.mundiprensa.com>

FRANCE

Journal officiel

Service des publications des CE
26, rue Desaix
F-75727 Paris Cedex 15
Tél. (33) 140 58 77 31
Fax (33) 140 58 77 00
E-mail: europublications@journal-officiel.gouv.fr
URL: <http://www.journal-officiel.gouv.fr>

IRELAND

Alan Hanna's Bookshop

270 Lower Rathmines Road
Dublin 6
Tel. (353-1) 496 73 98
Fax (353-1) 496 02 28
E-mail: hannas@iol.ie

ITALIA

Licosa SpA

Via Duca di Calabria, 1/1
Casella postale 552
I-50125 Firenze
Tel. (39) 055 64 83 1
Fax (39) 055 64 12 57
E-mail: licosa@licosa.com
URL: <http://www.licosa.com>

LUXEMBOURG

Messageries du livre SARA

5, rue Raiffeisen
L-2411 Luxembourg
Tél. (352) 40 10 20
Fax (352) 49 06 61
E-mail: mail@mdl.lu
URL: <http://www.mdl.lu>

NEDERLAND

SDU Servicecentrum Uitgevers

Christoffel Plantijnstraat 2
Postbus 20014
2500 EA Den Haag
Tel. (31-70) 378 98 80
Fax (31-70) 378 97 83
E-mail: sdu@sdu.nl
URL: <http://www.sdu.nl>

PORTUGAL

Distribuidora de Livros Bertrand Ld.ª

Grupo Bertrand, SA
Rua das Terras dos Vales, 4-A
Apartado 60037
P-2700 Amadora
Tel. (351) 214 95 87 87
Fax (351) 214 96 02 55
E-mail: dlb@ip.pt

Imprensa Nacional-Casa da Moeda, SA

Sector de Publicações Oficiais
Rua da Escola Politécnica, 135
P-1250-100 Lisboa Codex
Tel. (351) 213 94 57 00
Fax (351) 213 94 57 50
E-mail: spoce@incm.pt
URL: <http://www.incm.pt>

SUOMI/FINLAND

**Akateeminen Kirjakauppa/
Akademiska Bokhandeln**

Keskuskatu 1/Centralgatan 1
PL/PB 128
FIN-00101 Helsinki/Helsingfors
P./fn (358-9) 121 44 18
F./fax (358-9) 121 44 35
Sähköposti: sps@akateeminen.com
URL: <http://www.akateeminen.com>

SVERIGE

BTJ AB

Traktorvägen 11-13
S-221 82 Lund
Tlf. (46-46) 18 00 00
Fax (46-46) 30 79 47
E-post: btjeu-pub@btj.se
URL: <http://www.btj.se>

UNITED KINGDOM

The Stationery Office Ltd

Customer Services
PO Box 29
Norwich NR3 1GN
Tel. (44) 870 60 05-522
Fax (44) 870 60 05-533
E-mail: book.orders@theso.co.uk
URL: <http://www.itsofficial.net>

ÍSLAND

Bokabud Larusar Blöndal

Skólavörðustíg, 2
IS-101 Reykjavík
Tel. (354) 552 55 40
Fax (354) 552 55 60
E-mail: bokabud@simnet.is

SCHWEIZ/SUISSE/SVIZZERA

Euro Info Center Schweiz

c/o OSEC Business Network Switzerland
Stampfenbachstraße 85
PF 492
CH-8035 Zürich
Tel. (41-1) 365 53 15
Fax (41-1) 365 54 11
E-mail: eics@osec.ch
URL: <http://www.osec.ch/eics>

BÅLGARIJA

Europress Euromedia Ltd

59, blvd Vitoshka
BG-1000 Sofia
Tel. (359-2) 980 37 66
Fax (359-2) 980 42 30
E-mail: Milena@mbox.cit.bg
URL: <http://www.europress.bg>

CYPRUS

Cyprus Chamber of Commerce and Industry

PO Box 21455
CY-1509 Nicosia
Tel. (357-2) 88 97 52
Fax (357-2) 66 10 44
E-mail: demetrap@ccci.org.cy

EESTI

Eesti Kaubandus-Tööstuskoda

(Estonian Chamber of Commerce and Industry)
Toom-Kooli 17
EE-10130 Tallinn
Tel. (372) 646 02 44
Fax (372) 646 02 45
E-mail: einfo@koda.ee
URL: <http://www.koda.ee>

HRVATSKA

Mediatrade Ltd

Pavla Hatza 1
HR-10000 Zagreb
Tel. (385-1) 481 94 11
Fax (385-1) 481 94 11

MAGYARORSZÁG

Euro Info Service

Szt. István krt. 12
III emelet 1/A
PO Box 1039
H-1137 Budapest
Tel. (36-1) 329 21 70
Fax (36-1) 349 20 53
E-mail: euroinfo@euroinfo.hu
URL: <http://www.euroinfo.hu>

MALTA

Miller Distributors Ltd

Malta International Airport
PO Box 25
Luqa LQA 05
Tel. (356) 66 44 88
Fax (356) 67 67 99
E-mail: gwirth@usa.net

NORGE

Swets Blackwell AS

Hans Nielsen Hauges gt. 39
Boks 4901 Nydalen
N-0423 Oslo
Tel. (47) 23 40 00 00
Fax (47) 23 40 00 01
E-mail: info@no.swetsblackwell.com
URL: <http://www.swetsblackwell.com.no>

POLSKA

Ars Polona

Krakowskie Przedmiescie 7
Skr. pocztowa 1001
PL-00-950 Warszawa
Tel. (48-22) 826 12 01
Fax (48-22) 826 62 40
E-mail: books119@arspolona.com.pl

ROMÂNIA

Euromedia

Str.Dionisie Lupu nr. 65, sector 1
RO-70184 Bucuresti
Tel. (40-1) 315 44 03
Fax (40-1) 312 96 46
E-mail: euromedia@mailcity.com

SLOVAKIA

Centrum VTI SR

Nám. Slobody, 19
SK-81223 Bratislava
Tel. (421-7) 54 41 83 64
Fax (421-7) 54 41 83 64
E-mail: europ@tbb1.sltk.stuba.sk
URL: <http://www.sltk.stuba.sk>

SLOVENIJA

GV Zalozba

Dunajska cesta 5
SLO-1000 Ljubljana
Tel. (386) 613 09 1804
Fax (386) 613 09 1805
E-mail: europ@gvestnik.si
URL: <http://www.gvzalozba.si>

TÜRKIYE

Dünya Infotel AS

100, Yil Mahallesi 34440
TR-80050 Bagcilar-Istanbul
Tel. (90-212) 629 46 89
Fax (90-212) 629 46 27
E-mail: aktuel.info@dunya.com

ARGENTINA

World Publications SA

Av. Cordoba 1877
C1120 AAA Buenos Aires
Tel. (54-11) 48 15 81 56
Fax (54-11) 48 15 81 56
E-mail: wpbooks@infovia.com.ar
URL: <http://www.wpbooks.com.ar>

AUSTRALIA

Hunter Publications

PO Box 404
Abbotsford, Victoria 3067
Tel. (61-3) 94 17 53 61
Fax (61-3) 94 19 71 54
E-mail: jpdavies@ozemail.com.au

BRESIL

Livraria Camões

Rua Bittencourt da Silva, 12 C
CEP
20043-900 Rio de Janeiro
Tel. (55-21) 262 47 76
Fax (55-21) 262 47 76
E-mail: livraria.camoes@incm.com.br
URL: <http://www.incm.com.br>

CANADA

Les éditions La Liberté Inc.

3020, chemin Sainte-Foy
Sainte-Foy, Québec G1X 3V6
Tel. (1-418) 658 37 63
Fax (1-800) 567 54 49
E-mail: liberte@mediom.qc.ca

Renouf Publishing Co. Ltd

5369 Chemin Canotek Road, Unit 1
Ottawa, Ontario K1J 9J3
Tel. (1-613) 745 26 65
Tel. (1-613) 745 76 60
E-mail: order.dept@renoufbooks.com
URL: <http://www.renoufbooks.com>

EGYPT

The Middle East Observer

41 Sherif Street
Cairo
Tel. (20-2) 392 69 19
Fax (20-2) 393 97 32
E-mail: inquiry@meobserver.com
URL: <http://www.meobserver.com>

MALAYSIA

EBIC Malaysia

Suite 45.02, Level 45
Plaza MBf (Letter Box 45)
8 Jalan Yap Kwan Seng
50450 Kuala Lumpur
Tel. (60-3) 21 62 92 98
Fax (60-3) 21 62 61 98
E-mail: ebic@tm.net.my

MÉXICO

Mundi Prensa México, SA de CV

Río Pánuco, 141
Colonia Cuauhtémoc
MX-06500 México, DF
Tel. (52-5) 533 56 58
Fax (52-5) 514 67 99
E-mail: 101545.2361@compuserve.com

SOUTH AFRICA

Eurochamber of Commerce in South Africa

PO Box 781738
2146 Sandton
Tel. (27-11) 884 39 52
Fax (27-11) 883 55 73
E-mail: info@eurochamber.co.za

SOUTH KOREA

**The European Union Chamber of
Commerce in Korea**

5th Fl. The Shilla Hotel
202, Jangchung-dong 2 Ga, Chung-ku
Seoul 100-392
Tel. (82-2) 22 53-5631/4
Fax (82-2) 22 53-5635/6
E-mail: eucck@eucck.org
URL: <http://www.eucck.org>

SRI LANKA

EBIC Sri Lanka

Trans Asia Hotel
115 Sir Chittampalam
A. Gardiner Mawatha
Colombo 2
Tel. (94-1) 074 71 50 78
Fax (94-1) 44 87 79
E-mail: ebicst@slnet.lk

T'AI-WAN

Tycoon Information Inc

PO Box 81-466
105 Taipei
Tel. (886-2) 87 12 88 86
Fax (886-2) 87 12 47 47
E-mail: euitupe@ms21.hinet.net

UNITED STATES OF AMERICA

Bernan Associates

4611-F Assembly Drive
Lanham MD 20706-4391
Tel. (1-800) 274 44 47 (toll free telephone)
Fax (1-800) 865 34 50 (toll free fax)
E-mail: query@bernan.com
URL: <http://www.bernan.com>

ANDERE LÄNDER

OTHER COUNTRIES

AUTRES PAYS

**Bitte wenden Sie sich an ein Büro Ihrer
Wahl/Please contact the sales office of
your choice/Veuillez vous adresser au
bureau de vente de votre choix**

Office for Official Publications of the European
Communities
2, rue Mercier
L-2985 Luxembourg
Tel. (352) 29 29-42455
Fax (352) 29 29-42758
E-mail: info-info-opoce@cec.eu.int
URL: publications.eu.int

La Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail est un organe tripartite de l'EU, dont le rôle est de fournir aux décideurs en matière de politique sociale des conclusions, des connaissances et des conseils à partir de recherches comparatives. La Fondation a été fondée en 1975 par le Règlement (CEE) n° 1365/75 du 26 mai 1975.

ISSN 1016-5649

ISBN 92-897-0257-5



9 789289 702577



Office des publications

Publications.eu.int